



Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social
Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports

DELEGATION GENERALE A L'EMPLOI
ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

SOUS-DIRECTION DES PARCOURS D'ACCES A L'EMPLOI
14 AVENUE DUQUESNE
75350 PARIS 07 SP

Mission Insertion des Jeunes
Affaire suivie par : Marie-Hélène Yessayan
Mél : marie-helene.yessayan@emploi.gouv.fr
Téléphone : 01 44 38 31 56

DIRECTION DE LA VILLE ET
DE LA COHESION URBAINE
SOUS-DIRECTION DU RENOUVELLEMENT URBAIN, DU
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE L'EMPLOI
5 RUE PLEYEL
93 283 SAINT-DENIS CEDEX

Bureau du développement économique et de l'emploi
Dossier suivi par : Isabelle Tortay
Mél. : isabelle.tortay@cget.gouv.fr
Téléphone : 01 85 58 60 77

La déléguée générale à l'emploi et à la formation
professionnelle
et
La commissaire générale à l'égalité des territoires

à

Mesdames et Messieurs les préfets de région,

Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux
des entreprises, de la concurrence, de la
consommation, du travail et de l'emploi
(DIRECCTE)

Mesdames et Messieurs les directeurs des
entreprises, de la concurrence, de la
consommation, du travail et de l'emploi
(DIECCTE) des départements et région d'outre-
mer

Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux
de la jeunesse, des sports et de la cohésion
sociale (DRJSCS)

INSTRUCTION N° DGEFP/MIJ/CGET/2016/35 du 10 février 2016 relative à la convention
pluriannuelle d'objectifs (CPO) entre l'Etat représenté par les DIRECCTE et les DRJSCS
et les Ecoles de la deuxième chance.

NOR : ETSD1606848J

Classement thématique : emploi / chômage

Examinée par le COMEX le 14 janvier 2016

Catégorie : Directives adressées par le ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles.

Résumé : La précédente convention pluriannuelle d'objectifs entre l'Etat et les E2C est arrivée à échéance le 31 décembre 2015. L'Etat représenté par la DGEFP et le CGET ont élaboré un nouveau corpus de documents qui remplace également la circulaire du 5 mai 2009 devenue obsolète. L'Etat réaffirme son engagement vis-à-vis des écoles. En retour, l'Etat attend des écoles plus de performance et d'efficacité mais aussi davantage de travail collaboratif avec l'ensemble des partenaires et acteurs de l'insertion.

Mots-clés : Convention pluriannuelle d'objectifs, Ecoles de la deuxième chance

Circulaires abrogées : circulaire n° 2009/13 du 5 mai 2009 relative au développement et au financement des écoles de la deuxième chance

Annexes :

1. Convention pluriannuelle d'objectifs type et annexe « Présentation de l'action » (document type)
2. Convention financière Ville

3. Avenant annuel Emploi à la CPO
4. Avenant annuel Ville à la CPO
5. Annexes aux avenants annuels Emploi et Ville
 - a. Synthèse du dialogue de gestion et plan d'actions
 - b. Maquette des indicateurs de suivi et de performance
 - c. Données financières
6. Calendrier et process de dialogue de gestion
7. Glossaire
8. Spécifications des indicateurs

Le gouvernement a réaffirmé, à plusieurs reprises, la priorité qu'il accorde à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes les plus éloignés du marché du travail et, parmi eux, ceux qui habitent les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) en raison du taux de chômage deux fois plus important chez ces jeunes.

Le comité interministériel pour l'égalité et la citoyenneté (CIEC) du 6 mars 2015 a conforté la place des E2C, en fixant l'objectif d'accueillir au moins 15 000 jeunes en 2015 dont 40 % à terme habitant dans les QPV.

Les écoles de la deuxième chance (E2C), acteur de l'insertion reconnu, sont inscrites dans le Plan de lutte contre le décrochage scolaire¹ et dans le plan « Priorité jeunesse² » au regard de l'objectif général qui conditionne la réussite des actions conduites par les opérateurs de l'insertion à leur capacité à travailler en réseau, à échanger autour de leurs pratiques et à capitaliser leurs expériences.

En ce sens, l'Etat incite les écoles à développer des partenariats avec le service public de l'emploi (Missions locales, Pôle emploi et Cap emploi), l'éducation nationale (plates-formes de suivi et d'appui des jeunes décrocheurs), le service public de l'orientation (réseaux labellisés « orientation pour tous »), le monde économique (entreprises, chambres consulaires) mais également avec tous les autres acteurs de l'insertion et de la formation dont l'EPIDE qui accueille le même type de public

Noués par les écoles, les partenariats doivent concourir à améliorer la qualité de la prescription et de l'orientation notamment par la mise en commun des ressources et des savoir-faire dont ceux des E2C dans le domaine de la formation.

Elles participent au service public régional de la formation professionnelle conformément à la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale³. Elles concourent également à la stratégie régionale coordonnée en matière d'emploi, d'orientation et de formation professionnelle mise en œuvre dans le cadre des dispositions de la loi NOTRe du 7 août 2015⁴. Les E2C sont également invitées à s'impliquer dans l'élaboration et la mise en œuvre du volet emploi et développement économique des contrats de ville en qualité de partenaire privilégié dans le cadre de la mobilisation prioritaire des moyens du droit commun.

1 L'accord du 29 juillet 2015 entre l'État et l'Association des Régions de France pour la prise en charge des jeunes sortant de formation initiale sans qualification pose les bases d'une politique partenariale et collective structurée autour des plates-formes, comme outil de coordination de l'ensemble des acteurs locaux dont les E2C intervenant dans les phases de repérage, d'accompagnement des jeunes ayant quitté le système scolaire.

2 Le plan « Priorité Jeunesse » coordonné par le Comité interministériel de la jeunesse (CIJ) comprend 60 mesures. L'une d'entre elles s'intitule « Encourager le travail en réseau des acteurs de la 2^{ème} chance ». Les travaux engagés dans ce cadre avec, notamment, les représentants des dispositifs deuxième chance, ont pour finalité une meilleure coordination des actions et une meilleure articulation des offres.

³ Article 22 de la loi du 5 mars 2014

⁴ Articles 5 et 7 de la loi NOTRe du 7 août 2015

La présente instruction, la convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) 2016-2018 et ses annexes prennent en compte ces éléments de contexte dans la définition des attentes de l'Etat vis-à-vis des E2C et des orientations en matière de pilotage, davantage axé vers la mesure de la performance et de l'efficacité des écoles. Tout en s'inscrivant dans son prolongement, ces documents se substituent à la circulaire n°2009/13 du 5 mai 2009, à l'instruction sur le dialogue de gestion et la CPO entre l'Etat et les E2C du 5 février 2013.

I – Réaffirmation de l'engagement et des attentes de l'Etat auprès des E2C, acteurs de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes

La nouvelle CPO rappelle le rôle des services de l'Etat aux côtés des Conseils régionaux dans le pilotage de ces structures, ainsi que les principes clés qui régissent la labellisation et le financement des écoles existantes et des nouveaux projets.

En raison de l'intérêt conjoint du ministère en charge de l'emploi et du ministère de la ville, de la jeunesse et des sports, la nouvelle CPO et ses annexes engagent désormais, dans un même document, leurs représentants sur les territoires : les directions régionales de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) et les directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS).

Compte tenu de l'importance des enjeux, la nouvelle CPO 2016 – 2018 confirme l'engagement de l'Etat en faveur des Ecoles de la deuxième chance selon les mêmes conditions et modalités que dans la précédente CPO, à savoir :

- la contribution de l'Etat s'inscrit dans une logique de partenariat avec les collectivités territoriales (conseils régionaux et autres collectivités) et par voie de conséquence de co-financement y compris par la mobilisation, le cas échéant, du Fonds social européen (FSE),
- sur l'ensemble des E2C (territoire métropolitain et DOM), la participation de l'Etat vient en complément des financements existants et ne doit pas dépasser le tiers du budget de fonctionnement (hors rémunération des stagiaires et investissement),
- les subventions de l'Etat n'ont pas vocation à compenser, le cas échéant, le désengagement des autres financeurs.

Concernant les financements de l'Etat, ils sont de deux natures :

- des subventions attribuées par le commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) sur le programme 147 « politique de la ville » pour le fonctionnement des écoles labellisées et qui sont proportionnelles à l'engagement des écoles à accueillir des jeunes habitant les quartiers prioritaires. L'aide au démarrage pour accompagner les projets de développement des E2C est par ailleurs maintenue à hauteur maximale de 100 000 € pour les nouvelles écoles et de 50 000 € pour les nouveaux sites rattachés à une école existante. Ces aides restent conditionnées à des objectifs ambitieux de recrutement des publics des QPV de la part des nouvelles structures ;
- des subventions versées par le ministère en charge de l'emploi sur le programme 102 « Accès et retour à l'emploi » qui portent sur le fonctionnement des E2C tant sur le plan qualitatif pour accompagner l'effort d'insertion professionnelle des écoles que sur le plan quantitatif, notamment, sur l'extension de sites ou de places dans une école déjà existante et le développement de nouveaux projets. Elles sont, dans la continuité de ces évolutions, *de facto*, mobilisables pour le fonctionnement des E2C. Le coût de référence pour le financement des projets est établi à partir du coût moyen de l'année n-1 d'un jeune présent⁵. Ce montant est calculé, chaque année depuis 2010, pour chacune des écoles. Pour information, en 2014, le coût moyen national d'un jeune

⁵ Il résulte du rapport entre le montant des charges (hors charges exceptionnelles) et le nombre de jeunes présents dans l'année.

présent s'élève à 5 068 € hors rémunération (contre 5 300 € dans la précédente instruction).

Il vous appartiendra de vérifier, avec vos partenaires, la pertinence de la création de nouvelles écoles à l'initiative des Conseils régionaux, au regard de l'offre d'insertion territoriale existante et des besoins du public concerné notamment habitant dans les QPV. Le contrat de ville constitue ainsi un cadre de négociation adéquat pour apprécier l'opportunité de la création d'une nouvelle école. Vous vous attacherez à vérifier lors de l'examen des projets, le plan de financement et le respect des principes clés figurant dans la nouvelle CPO.

Enfin, en lien avec l'association Réseau des E2C en France, vous vous assurerez de la diffusion du cahier des charges et du guide de labellisation ainsi que de l'engagement de l'école dans le processus de labellisation jusqu'à l'obtention du label.

II – Un dialogue de gestion orienté vers la mesure de la performance en termes d'insertion professionnelle et la sécurisation du modèle économique

Le travail de suivi et de pilotage des écoles conduit par les services de l'Etat dans le cadre de la CPO 2013 – 2015 a atteint ses objectifs. Le nombre de jeunes ayant fréquenté les écoles et le nombre de jeunes en sorties positives ont régulièrement progressé. Un dialogue de qualité s'est instauré dans un climat de confiance

La CPO 2016 – 2018 s'appuyant sur les acquis de la première génération, qui visait à améliorer la lisibilité des actions menées par les écoles et de leurs résultats, va plus loin en confortant et développant l'approche de la performance des écoles en cohérence avec la démarche engagée pour les autres dispositifs de la politique de l'emploi.

Cet objectif, partagé avec le réseau national, vise une augmentation du nombre de jeunes entrant tout au long de l'année dans les écoles tout en veillant à un ciblage spécifique des habitants des QPV, une diminution du taux d'abandon particulièrement élevé durant la période d'essai ou en cours de parcours⁶ et une augmentation du nombre et du taux de sorties positives. Plus globalement, il s'agit d'accroître l'efficacité de la gestion des écoles en optimisant les moyens et les ressources.

Pour atteindre cet objectif, vous évalueriez la capacité des écoles à nouer des partenariats concrets et opérationnels avec les entreprises qui pourront se traduire par, des périodes de mise en situation professionnelle (immersion ou stages), des ateliers de découverte des métiers, des débouchés en emplois pour les jeunes mais aussi des contributions diverses (collecte de taxe d'apprentissage, financement via des fondations, mécénat de compétence, dons de matériels ou autres). L'alternance étant présentée comme la clé de voûte du projet pédagogique des écoles, vous vous assurerez de la constance de cette caractéristique pour tous les jeunes accomplissant un parcours dans les écoles. Vous les inciterez à formaliser les bonnes pratiques en termes de partenariats et à les faire connaître au Réseau des E2C en France afin de les partager notamment sur le site « Tous gagnants ! ».

Si la préparation à l'insertion constitue un enjeu fort, l'apprentissage de la citoyenneté et des valeurs de la République est essentiel dans la mesure où il conduit à l'engagement dans la vie sociale et professionnelle. Vous inviterez les écoles à multiplier et à poursuivre les actions et initiatives dans ce sens.

Enfin, les Ecoles de la deuxième chance ont jusqu'à présent veillé à la parité femme-homme dans l'accueil des jeunes. Cette caractéristique exemplaire des E2C doit être maintenue et encouragée.

⁶ En 2014, ce taux s'élève à 41 % dont 22 % de départs dans la période d'essai (4 à 6 semaines selon les écoles) et 19 % pendant le parcours.

Dans cette perspective, et en cohérence avec l'ensemble des autres opérateurs qui œuvrent à l'insertion professionnelle des jeunes en difficulté, des tableaux de bord ont été élaborés. Ils rendent compte des caractéristiques du public et des données financières, ils permettent le suivi des résultats des écoles, et la mesure de leur performance à l'appui de nouveaux indicateurs assortis de cible à l'échelon national. Les évolutions du tableau de bord seront progressives. Aussi, les nouveaux indicateurs, en cours de mise en place ne sont pas tous disponibles pour les résultats de l'année 2014, base de référence de la première année de la convention pluriannuelle d'objectifs 2016 – 2018. Les cibles nationales seront fixées en fonction des résultats de l'année 2015.

La déclinaison locale des cibles nationales devra avoir été négociée avec vos partenaires (écoles et autres financeurs) dans le cadre du dialogue de gestion conduit avec les E2C. Il s'agira notamment de pondérer l'objectif national défini pour le public des quartiers de la politique de la ville en tenant compte de la capacité des écoles à accueillir ces jeunes compte tenu des caractéristiques territoriales.

Le dialogue de gestion doit permettre plus globalement de s'assurer de la viabilité du modèle économique. Un modèle économique respectueux des engagements présentés dans la CPO et s'appuyant sur une pluralité de financeurs dont l'Etat et la Région mais aussi sur la collecte de la taxe d'apprentissage et les collectivités locales (notamment les Conseils Départementaux et EPCI) doit être visé dans la mesure où il sécurise le financement global des écoles implantées sur les territoires.

Ainsi, il est souhaitable que le représentant de l'Etat puisse faire émerger ou consolider une vision partagée par l'ensemble des financeurs des E2C. En fonction du contexte local, le représentant de l'Etat impulse, dans le respect du principe de libre administration, des conférences de financeurs et invite ces derniers au dialogue de gestion.

Cette période de conventionnement constitue une opportunité pour renforcer la qualité de l'accompagnement des jeunes tout en identifiant les marges de rationalisation du fonctionnement des écoles en vue de réduire les coûts. A ce titre, à partir de l'analyse partagée des indicateurs de coûts, vous vous interrogerez sur les possibilités d'optimisation de l'organisation et rechercherez les économies d'échelle. A cette fin, toute possibilité de mutualisation entre écoles mais aussi avec les autres acteurs locaux impliqués dans l'insertion professionnelle, la formation, la création d'entreprises et avec les acteurs de l'éducation nationale devra être recherchée dans chacune des Régions, avec information au Réseau qui se préoccupe de ces mutualisations au niveau national.

La nouvelle CPO 2016-2018 est l'occasion de consolider les résultats des Ecoles de la deuxième chance et accroître leur performance et leur efficience dans l'intérêt des jeunes en difficulté d'insertion sociale et professionnelle, en cohérence avec l'offre jeunes disponibles sur les territoires.

La mission insertion des jeunes (MIJ) de la DGEFP et le Bureau du développement économique et de l'emploi (BDEE) du CGET sont à votre disposition pour accompagner vos services dans cette démarche.

La déléguée générale à l'emploi et à la
formation professionnelle

signé

Carine CHEVRIER

La commissaire générale à l'égalité des
territoires

signé

Marie-Caroline BONNET-GALZY

ANNEXES

1. Convention pluriannuelle d'objectifs type et annexe « Présentation de l'action » (document type)
2. Convention financière Ville
3. Avenant annuel Emploi à la CPO
4. Avenant annuel Ville à la CPO
5. Annexes aux avenants annuels Emploi et Ville
 - a. Synthèse du dialogue de gestion et plan d'actions
 - b. Maquette des indicateurs de suivi et de performance
 - c. Données financières
6. Calendrier et process de dialogue de gestion
7. Glossaire
8. Spécifications des indicateurs

CONVENTION PLURIANNUELLE TYPE



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social

Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports

<p>Imputation budgétaire :</p> <p>- programme 102, « Accès et retour à l'emploi », action 2 « Amélioration des dispositifs en faveur de l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail », sous-action 2 « Accompagnement des publics les plus en difficulté » (0102-02-02). Référentiel d'activité chorus 010200001710 «Ecoles de la deuxième chance (E2C)».</p> <p>Montant : [] €</p> <p>- programme 147, « Politique de la ville »,</p> <p>Montant : cf. CPO financière en annexe</p>	<p>Nom</p> <p>Adresse</p> <p>N° SIRET :</p> <p>N° de convention :</p>
---	---

**Convention pluriannuelle d'objectifs prévoyant une contribution financière de l'Etat
Au titre du dispositif « Ecole de la 2^e Chance » (E2C)**

Entre : Le Préfet de [] représenté par le directeur régional de la [DIRECCTE/DIECCTE] et le directeur régional de la DRJSCS, et désigné sous le terme « l'Etat » d'une part,

Et : [], [association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901], dont le siège social est situé [] représentée par son (sa) président(e), [], et désignée sous le terme « le bénéficiaire » d'autre part,

Vu : Les articles L 214-14 et D 214-9 à D 214-12 du Code de l'Education ;

Vu : Les articles L 6341-1 et suivants du Code du Travail ;

Vu : La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale

Vu : La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine

Vu : Le décret n°2009-221 du 24 février 2009 relatif aux conditions de financement des écoles de la deuxième chance par la taxe d'apprentissage ;

Vu : Le décret n°2007-1756 du 13 décembre 2007 relatif aux écoles de la deuxième chance ;

Vu : La circulaire n°2011-028 du 9 février 2011 relative à la mise en œuvre des articles L313-7 et L 313-8 du code de l'éducation et à l'organisation de la lutte contre le décrochage scolaire ;

Vu : La circulaire du Premier Ministre du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations : déclinaison de la charte des engagements réciproques et soutien public aux associations

Vu : Le Protocole d'accord entre l'ARF et l'État concernant la prise en charge des jeunes sortant du système de formation initiale sans un diplôme national ou une certification professionnelle

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Créées en 1996, les Écoles de la 2^e Chance (E2C) ont pour objectif d'assurer l'insertion sociale et professionnelle de jeunes en difficulté. Elles s'appuient sur trois principes fondamentaux :

- l'alternance qui est au cœur du dispositif ;*
- un accompagnement individualisé et permanent des élèves ;*
- la mise en œuvre d'une démarche partenariale avec les entreprises, les acteurs de l'orientation et de l'insertion et les organismes de formation qualifiante.*

Les écoles sont organisées dans le cadre d'un réseau national. En forte progression depuis 2004, le Réseau des E2C a doublé en dix ans son nombre de sites (107 en 2014), implantés dans 18 régions, 48 départements et 4 territoires ultramarins. Le nombre de jeunes accueillis a de la même manière fortement progressé puisqu'il a été multiplié par 2,5 pour atteindre en 2014 près de 14 400 jeunes dont 37% issus des publics politique de la ville (définition historique CUCS-ZUS).

De par leur spécificité, les Écoles de la 2^e Chance ont réussi à s'imposer comme un partenaire à part entière dans la lutte contre le chômage des jeunes (particulièrement important dans les quartiers prioritaires) aux côtés d'autres dispositifs d'accompagnement et d'insertion.

La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale conforte leur rôle en matière de formation professionnelle puisqu'elles participent désormais au service public régional de la formation professionnelle.

Au-delà de l'intégration sociale et professionnelle des jeunes accueillis, les Écoles de la 2^e Chance visent également leur intégration citoyenne en incluant et en mettant en avant dans leurs enseignements les valeurs de la République. De la même manière, elles veillent à prévenir toute discrimination sur le genre en s'assurant de la parité dans l'accueil des jeunes et en faisant découvrir aux jeunes femmes et aux jeunes hommes toutes les voies du possible en matière d'orientation professionnelle.

En termes d'évolution du dispositif, si le Réseau souhaite progresser à terme vers un maillage national du dispositif, sa stratégie dans un premier temps est de renforcer l'identité du dispositif ainsi que la cohérence entre les écoles existantes. Ses axes de travail sont de trois ordres :

- sur le plan pédagogique, développer l'approche par compétences ;*
- sur le plan du pilotage, renforcer le processus de labellisation ;*
- sur le plan du fonctionnement, réviser l'organisation du Réseau pour améliorer le service rendu aux écoles et aux partenaires du dispositif.*

Parce que l'Etat reconnaît les Écoles de la 2^e Chance comme un acteur important de la politique de l'emploi et de la politique de la ville, il est très attentif à ce que chaque école déploie ses missions en cohérence avec l'offre existante sur chaque territoire et en articulation avec les acteurs institutionnels, privés, et associatifs. En ce sens, l'Etat incite les écoles à développer des partenariats avec le service public de l'emploi (Missions locales, Pôle emploi et Cap emploi), l'éducation nationale (plates-formes de suivi et d'appui des

jeunes décrocheurs), le service public de l'orientation (réseaux labellisés « orientation pour tous »), le monde économique (entreprises, chambres consulaires) mais également avec tous les autres acteurs de l'insertion et de la formation dont l'EPIDE qui accueille le même type de public et l'AFPA qui propose une offre complémentaire "Déclic pour l'action » ainsi que les acteurs intervenant dans les quartiers prioritaires, susceptibles de repérer, d'orienter des jeunes vers les écoles ou de contribuer à lever leurs difficultés pour accéder à l'emploi (santé, logement, mobilité...). Ces partenariats peuvent se traduire par différents types de collaboration qu'il s'agisse de concertation, de coordination ou de co-production d'actions. Les contrats de ville, le cas échéant, peuvent constituer un support pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de ces actions, les préfets délégués à l'égalité des chances, les sous-préfets ville et leurs délégués pouvant veiller à leur articulation avec l'ensemble des actions menées.

L'Etat sera également particulièrement vigilant à l'efficacité de la gestion des structures et à l'amélioration de la qualité des services rendus en termes d'accompagnement et d'insertion sociale et professionnelle.

Pour cela, l'Etat propose désormais la conduite d'un dialogue de gestion commun DIRECCTE-DRJSCS auquel il est souhaitable que soient associés l'ensemble des financeurs dans un souci de partage du diagnostic territorial et des objectifs.

Sont qualifiées d'Écoles de la 2^e Chance (E2C) les établissements ou organismes de formation attributaires du label « École de la 2^e Chance », se conformant aux critères définis par le cahier des charges établi par le Réseau français des École de la 2^e Chance sur avis conforme des ministres chargés de l'éducation et de l'emploi (art D214-10 du code de l'éducation nationale).

[Préciser la situation de l'école vis-à-vis du label]

- Le bénéficiaire s'engage à candidater à l'obtention du label. Il fournit à l'Etat sa lettre d'engagement au processus de labellisation et à l'utilisation des marques E2C, adressée au Réseau E2C France.

Ou

- Le bénéficiaire s'est engagé dans le processus de labellisation en date du [xxxx]. Il est membre associé du Réseau E2C.

Ou

- Le label a été attribué ou renouvelé, en date du [xxxx]. L'école est membre actif du Réseau E2C.

La présente convention a pour but de permettre :

- la gestion des subventions de l'Etat, afin d'organiser une cohérence entre leur attribution, l'action conduite et l'atteinte des objectifs d'insertion professionnelle et sociale des jeunes ;
- le suivi de l'activité des écoles et la mesure de leur performance.

Le financement de l'Etat prend en compte l'action du bénéficiaire, aux côtés des autres financeurs publics, notamment des collectivités territoriales, dans une logique de cohérence et de complémentarité de l'action publique en faveur des jeunes en difficulté d'insertion professionnelle et sociale.

Article 1er

Objet de la convention

Par la présente convention, le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, l'action présentée en annexe 1, laquelle fait partie intégrante de la convention.

Dans le but de favoriser leur insertion sociale et professionnelle, les jeunes engagés dans le dispositif bénéficieront d'un parcours individualisé, alternant selon leurs besoins, apprentissages fondamentaux, périodes en entreprise, activités de développement personnel et formation.

Dans ce cadre, l'Etat participe aux côtés d'autres financeurs à ce projet en contribuant aux moyens d'accueillir et d'accompagner les jeunes de moins de 26 ans sortis du système scolaire sans diplôme ni qualification, et donc très exposés au risque d'exclusion sociale et professionnelle, et particulièrement les jeunes qui habitent les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

L'Etat n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2

Rôle de l'Etat

2.1 Au niveau national, l'Etat est l'interlocuteur de l'association du Réseau des E2C en France et participe à son financement. Les parties se réunissent trois à quatre fois par an dans le cadre des comités de suivi. L'Etat est membre de la Commission nationale de la labellisation et émet à ce titre un avis sur la labellisation des écoles.

2.2 Au niveau local, l'Etat participe au financement des écoles selon les conditions et principes présentés et décrits dans les articles 6 et 7. L'Etat conduit le dialogue de gestion en y associant les autres financeurs et participe aux instances dirigeantes de l'école (Conseil d'Administration ou autres instances) ainsi qu'aux comités de pilotage techniques. Les actions liées à ces financements ont vocation à être inscrites dans les contrats de ville, le cas échéant.

Article 3

Durée de la convention

La convention a une durée de 3 ans, à compter du 1^{er} janvier 2016, sous réserve :

- de la présentation par le bénéficiaire un mois après la tenue de l'assemblée générale et, au plus tard, à l'expiration d'un délai de six mois suivant la clôture de l'exercice comptable, des documents mentionnés aux articles 8 et 12 ;
- et de la réalisation des opérations mentionnées à l'article 9.

L'Etat notifie chaque année le montant de la subvention après la conclusion d'un avenant et/ou d'une convention, conclus respectivement entre les représentants territoriaux des ministères chargés de l'emploi et de la ville et l'école.

Article 4

Modalités d'exécution de la convention pluriannuelle

La présente convention sera complétée d'une convention financière pluriannuelle pour ce qui relève des crédits du programme 147, établie entre la DRJSCS et l'école. Une annexe sera établie annuellement à l'issue du dialogue de gestion par l'école, la DRJSCS et la DIRECCTE. Transmise et accompagnées des deux avenants annuels, l'un signé avec la DIRECCTE au titre du programme 102 et l'autre avec la DRJSCS au titre du programme 147, cette annexe comporte :

- les objectifs de l'année avec les tableaux de bord de suivi de l'activité et de performance (à renseigner),
- les éléments de contexte issus des diagnostics de territoire,
- les moyens mobilisés pour atteindre les objectifs,

- le budget prévisionnel (tableau à renseigner),
- le plan d'actions suite au dialogue de gestion (document à renseigner).

À noter : les nouveaux indicateurs sont en cours de mise en place, ils ne sont donc pas tous disponibles. Pour les résultats de l'année 2014, base de référence de la première année de la convention pluriannuelle d'objectifs, il sera fait référence aux indicateurs et données existants historiques. Les nouveaux indicateurs seront progressivement disponibles au cours de l'année 2016. Les cibles seront fixées en fonction des résultats de l'année 2015.

Article 5

Conditions de détermination du coût de l'action

5.1 Les coûts totaux annuels estimés éligibles de l'action sont fixés dans les annexes établies annuellement. Le besoin de financement public doit prendre en compte l'ensemble des charges et des produits affectés à l'action.

5.2 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre de l'action présentée par le bénéficiaire. Ils comprennent notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre de l'action, qui :

- sont liés à l'objet de l'action et sont évalués en annexe ;
- sont nécessaires à la réalisation de l'action ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation de l'action ;
- sont dépensés par le bénéficiaire ;
- sont identifiables et contrôlables.

5.3 Lors de la mise en œuvre de l'action, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre natures de charges éligibles telles que les achats, les locations, les dépenses de publication, les charges de personnel, les frais de déplacement... Cette adaptation des dépenses réalisées dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionné au point 5.1 ne doit pas affecter la réalisation de l'action et ne doit pas être substantielle.

Lors de la mise en œuvre de l'action, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation de l'action et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé à l'article 5.1.

Le bénéficiaire notifie ces modifications à l'Etat par écrit dès qu'il peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1^{er} juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 7 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Etat de ces modifications.

Le même exercice sera effectué pour chacune des années de la convention.

Article 6

Conditions de détermination du montant de la contribution financière

Le soutien de l'Etat intervient dans le cadre d'un cofinancement de ses collectivités territoriales et, le cas échéant, du Fonds social européen (FSE) géré par les Conseils régionaux¹ dans le cadre de la programmation 2014 - 2020, selon la nature du projet.

Les jeunes bénéficient du statut de stagiaire de la formation professionnelle et perçoivent à ce titre une rémunération, assurés par le Conseil régional également cofinanceur du projet. La présente convention est caduque si le Conseil régional ne confirme pas sa prise en charge financière de ces deux aspects.

Les subventions de l'Etat sont mobilisables pour l'extension des écoles et leur fonctionnement.

¹ A l'exception du territoire couvert par l'ancienne région Rhône-Alpes.

Leur montant ne peut excéder le tiers du coût total du budget de fonctionnement (hors investissement et rémunération des stagiaires).

L'Etat s'assure du respect de l'équilibre financier entre les financeurs. L'augmentation de la subvention versée au titre du programme 147 concourant à l'accroissement de l'accueil du public des QPV ne doit entraîner une baisse de la subvention versée au titre du programme 102.

L'accroissement de l'accueil des jeunes habitants des quartiers prioritaires dans les écoles de la deuxième chance doit relever avant tout d'une meilleure mobilisation du droit commun. Les crédits du programme 147 interviennent en complémentarité pour faciliter et accompagner l'accès des jeunes au dispositif, notamment par une meilleure implication des partenaires dans les quartiers et pour en renforcer l'impact.

Les subventions de l'Etat ne compenseront pas, le cas échéant, la diminution de la subvention d'autres financeurs, notamment celles émanant des collectivités territoriales et pourront être revues à la baisse, le cas échéant, pour que l'équilibre financier reste respecté.

6.1 La DIRECCTE contribue financièrement pour un montant prévisionnel de **[3 x montant 2016]** €

Pour la première année (2016), le montant de la contribution financière sera défini, dans un premier temps, de manière prévisionnelle, dans l'attente de la conclusion définitive de l'avenant annuel N°1.

Pour les deuxième et troisième années d'exécution de la présente convention, les montants des contributions financières sont conditionnés à la capacité financière que l'Etat pourra mobiliser dans une programmation pluriannuelle contrainte.

6.2 Les contributions financières de la DIRECCTE mentionnées au deuxième alinéa du paragraphe 6.1 ne sont applicables que sous réserve des trois conditions suivantes :

- l'inscription des crédits de paiement en loi de finances pour l'Etat ;
- le respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1^{er}, 7, 8 et 9, 11 et 12 sans préjudice de l'application de l'article 14 ;
- la vérification par l'Etat que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action, conformément à l'article 11.

6.3. Pour chaque année d'exercice, le montant de la contribution financière de la DIRECCTE sera établi de manière définitive à l'issue du dialogue de gestion entre l'Etat et le bénéficiaire.

Article 7

Modalités de versement de la contribution financière de la DIRECCTE

7.1 Pour l'année 2016, la DIRECCTE verse la subvention annuelle de **[...]** € selon les modalités suivantes :

- une avance à la notification de la convention dans la limite de 50 % du montant annuel prévisionnel de la contribution financière attribuée pour l'année 2016, soit **[...]** €
- le solde est versé dès la signature de l'avenant qui établit le montant global pour l'année 2016 suite au dialogue de gestion, après les vérifications réalisées par l'Etat conformément à l'article 8 et, le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 5.3.

7.2 Pour les exercices suivants, la DIRECCTE verse la subvention annuelle sous réserve de l'inscription des crédits de paiement en loi de finances selon les modalités suivantes :

- une avance avant le 31 mars de chaque année, sans préjudice du contrôle de l'Etat conformément à l'article 11, dans la limite de 50 % de la contribution financière attribuée pour l'année N-1.
- Le solde annuel dès la signature de l'avenant suite au dialogue de gestion, sous réserve du respect des conditions susmentionnées à l'article 8 et, le cas échéant, l'acceptation de la notification prévue à l'article 5.3.

Les crédits seront versés au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués sur le compte du bénéficiaire dont les références sont les suivantes :

Nom du titulaire du compte :

Banque :

Domiciliation :

Code IBAN :

Code BIC :

En cas de changement de coordonnées bancaires, il appartient au bénéficiaire d'en informer l'Etat dans les meilleurs délais par courrier recommandé avec accusé de réception accompagné d'un relevé d'identité bancaire.

Les crédits concernés par la présente convention sont inscrits sur le budget de l'Etat, d'une part, sur programme 102 « Accès et retour à l'emploi », action 2 « Amélioration des dispositifs en faveur de l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail », sous-action 2 « Accompagnement des publics les plus en difficulté » (0102-02-02) et d'autre part, sur le programme 147 « Politique de la ville ».

Le référentiel d'activité sur lequel la dépense sera imputée dans le logiciel Chorus est le 010200001710 « Ecoles de la deuxième chance (E2C) ».

L'ordonnateur de la dépense est le Préfet de [] .

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques de [] .

Article 8

Justificatifs

Pour le versement du solde ou lors de toute nouvelle demande de subvention, le bénéficiaire s'engage à fournir au plus tard dans un délai de 6 mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Ce document retrace l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est constitué de trois fiches :
 - une fiche 1. « Bilan qualitatif de l'action réalisée », qui comporte une description des conditions de réalisation et un certain nombre d'indicateurs permettant d'évaluer les résultats obtenus ;
 - une fiche 2. « Tableau de synthèse » qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes relatives à l'action financée ;
 - une fiche 3. « Données chiffrées : annexe », qui permet de donner des explications sur le tableau de synthèse (clés de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée, explication des écarts constatés entre le budget prévisionnel et le budget final, nature des contributions volontaires en nature).
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au journal officiel,
- le rapport d'activité.
- le bilan quantitatif, qualitatif et financier de l'action, tel que prévu à l'article 12 comprenant les documents de l'annexe annuelle.

L'Etat se réserve la possibilité de solliciter le bénéficiaire afin d'obtenir des justificatifs des dépenses ou notes explicatives complémentaires concernant les méthodes de calcul utilisées. A cet égard, le bénéficiaire tient à disposition de l'Etat les fiches d'émargement pour la période en centre et la période en entreprise aux fins de contrôle. Les absences relevant de la responsabilité du stagiaire seront justifiées par le biais d'une attestation du bénéficiaire et/ou par tout autre document probant (arrêt maladie etc.). Sont des absences justifiées celles prévues par le code du travail.

Le bénéficiaire tient à disposition de l'État copie des factures, des fiches de paye pour les salaires et copie des comptes certifiée. Pour chaque rubrique un tableau synthétique récapitulatif des factures (fournisseurs, dates, montants...) sera présenté avec les totaux et explications éventuelles des calculs et clés de répartition.

En cas d'impossibilité de faire attester le bilan financier par la personne qualifiée, la preuve de l'acquittement pourra être fournie soit :

- par copies des extraits bancaires détaillant chaque paiement et annexés à chaque facture,
- par mention du fournisseur attestant de l'acquittement sur chaque facture.

Article 9

Autres engagements

Le bénéficiaire, soit communique sans délai à l'Etat la copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, soit informe de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le registre national des associations (RNA) et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire (composition des instances et statuts).

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le bénéficiaire, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer l'Etat, sans délai en recommandé avec accusé réception.

Le bénéficiaire s'engage à informer de la participation financière de l'Etat, le public concerné et toutes personnes concernées par le dispositif ainsi qu'à faire apparaître sur ses documents de communication le logo de l'Etat mentionnant que l'Etat est cofinanceur du dispositif « Ecole de la 2^e Chance ».

Article 10

Sanctions

10.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire sans l'accord écrit de l'Etat, celui-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. L'Etat en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

10.2 A défaut de production du compte-rendu financier dans les délais requis, l'Etat émettra un ordre de remboursement de la totalité du montant de la subvention. L'organisme contractant disposera alors d'un délai de deux mois à compter de la réception du titre exécutoire (demande de remboursement) pour renseigner et envoyer le compte-rendu financier selon les modalités décrites précédemment. Au-delà du délai de deux mois, aucun titre de recette ne pourra plus être annulé.

Article 11

Contrôle de l'État

L'État contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière prévue à l'article 6 n'excède pas le coût de la mise en œuvre.

L'État peut exiger le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière prévue à l'article 6.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'État, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 12 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1, l'Etat exigera le reversement des sommes indûment perçues.

L'Etat contrôle que les conditions de détermination du montant de la contribution financière prévues à l'article 6 sont bien respectées, à défaut de quoi, l'Etat pourra exiger le remboursement de tout ou partie des subventions déjà versées.

Article 12

Evaluation

Le bénéficiaire s'engage à fournir au plus tard dans un délai de 6 mois suivant la clôture de chaque exercice un bilan d'ensemble, qualitatif, quantitatif, financier de la mise en œuvre de l'action prévue en annexe 1, en même temps que le compte rendu financier prévu à l'article 8.

L'État procède, conjointement avec le bénéficiaire, à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action, à laquelle il a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1, sur l'impact des actions au regard de l'intérêt général, l'atteinte des objectifs fixés annuellement.

Article 13

Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 12 et au contrôle de l'article 11.

Article 14

Avenant

Le bénéficiaire s'engage à informer l'État de toute modification qui pourrait intervenir dans la mise en œuvre de l'opération, ses caractéristiques techniques et financières, tels que définies dans la présente convention.

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé entre l'État et le bénéficiaire.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle comporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 15

Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Concernant la contribution financière prévue à l'article 6, la DIRECCTE pourra exiger le versement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Article 16

Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en quatre exemplaires originaux,

A [], le []
Pour le Préfet :

Nom : []
Qualité []

A [], le []

Pour le bénéficiaire :
Nom : []
Qualité []

Nom : []
Qualité []

Visa du Directeur Régional des Finances Publiques

Présentation de l'action

Annexe
1_CPO

(Synthèse - Maximum 10 pages)

Egalement, le bénéficiaire s'engage à mettre à la disposition de l'Etat le dernier manuel de labellisation ainsi que les documents complémentaires

Exemples : les documents de suivi et de mise en œuvre de l'alternance tels que les modèles du contrat de formation signé par le stagiaire, de convention de stage, du livret de suivi, les documents de suivi post-parcours (documents d'enregistrement et de traçabilité du suivi).

1. Les enjeux, l'activité et les perspectives

2. Les ressources utilisées

3. La démarche pédagogique

4. Le fonctionnement partenarial

5. Le pilotage

5.1 : Le pilotage stratégique (CA ou autres instances)

[à adapter]:

Le comité de pilotage stratégique est composé de représentants de :

- l'école
- la région
- l'Etat (Direccte/Dieccte, DRJSCS, et le cas échéant Education nationale-MGI)

(...)

Selon un rythme d'une réunion tous les [délai à préciser - semestres ?], le comité de pilotage stratégique a notamment pour objectif [d'examiner le développement du dispositif sur le territoire, dans une logique de cohérence et de complémentarité de l'action publique, les résultats de l'école, d'échanger sur les financements etc].

5.2 : Le pilotage technique

Le comité de pilotage technique se réunit en amont des comités de pilotage stratégiques, dans la perspective, le cas échéant, de préparer des éléments d'éclairage nécessaires à ses membres.

[à adapter]:

Le comité de pilotage technique est composé de représentants de :

- l'école
- la région
- l'Etat (Direccte/Dieccte, DRJSCS, et le cas échéant Education nationale-MGI)
- les autres financeurs
- les missions locales
- Pôle emploi
- les entreprises.

Ce comité est [régional, départemental ou par site, le cas échéant, à adapter en fonction de la situation locale], et se réunira au minimum tous les [délai à préciser - trimestres ?].

Le comité de pilotage technique a notamment pour objectifs de :

- [suivre les entrées/sorties des jeunes du dispositif (mode de recrutement des candidats)], il est possible d'attribuer cette mission à un comité de suivi qui ne réunit que l'école et les prescripteurs.
- faire un bilan de l'action (fonctionnement, contenu pédagogique, parcours des stagiaires, suivi du devenir des jeunes, résultats,...)
- identifier les problématiques
- apporter des axes d'amélioration
- recenser le partenariat établi avec les entreprises etc.]

ANNEXE 2 : Convention financière ville

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS

«TableStart:TABLE1»«LB_DELEGATION»«TableEnd:TABLE1»

Date de notification :

Référence dossier (à rappeler dans toute correspondance) :

«TableStart:TABLE2»«NB_PRJPRP» = «MT_PRJPRP» €«TableEnd:TABLE2»

«TableStart:TABLE2»«lbprojet»«TableEnd:TABLE2»

Entre l'Etat, représenté par le [Préfet de XXXXXXXXXXXX],

et l'organisme,

«TableStart:TABLE0»«LB_RAISON_SOCIAL»,

«LB_ADRESSE1_ORG» «LB_ADRESSE2_ORG» «CD_POST_ORG»

«LB_ACHE_ORG»

représenté(e) par son représentant légal, «LB_CIVILITE» «LB_PRENOM_RESP»

«LB_NOM_RESP»«TableEnd:TABLE0»

N° SIRET : [n°SIRET]

N° Tiers Chorus : [n° TIERS CHORUS]

VU la loi de finances initiale pour
«TableStart:TABLE2»«NB_CAMPAGNE»«TableEnd:TABLE2» et le décret
portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances

VU la loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion
urbaine

VU le dossier de demande de subvention déposé par l'organisme bénéficiaire

IL EST CONVENU CE QUI SUIT,

Article 1 : Durée de la convention

La présente convention pluriannuelle d'objectifs est conclue pour une durée maximale de trois ans, soit du 1^{er} janvier «TableStart:TABLE6»«NB_ANN» au 31 décembre «NB_ANNX»«TableEnd:TABLE6».

Durant cette période, l'organisme contractant s'engage à notifier tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

Article 2 : Objet et montant de la subvention

Au titre de l'exercice «TableStart:TABLE2»«NB_CAMPAGNE» le CGET contribue financièrement pour un montant de «MT_PRJPRP» €.«TableEnd:TABLE2»

Pour les années suivantes, les montants prévisionnels s'établissent à :

. «TableStart:TABLE2»Action N°«no_action» : «MT_ANN1» €
seconde «TableEnd:TABLE2»

année :
. «TableStart:TABLE2»Action N°«no_action» : «MT_ANN2» €
troisième «TableEnd:TABLE2»
année :

Sous réserve de la justification annuelle de l'emploi de la subvention par le bénéficiaire et de la disponibilité budgétaire, les montants financiers des deuxième et troisième année feront l'objet d'une notification par voie d'avenant.

Le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le programme d'actions suivant :

«TableStart:TABLE3»

Action n° «no_action» - «lbdossaction» : «mtpropose»
«description»«TableEnd:TABLE3»

Ce projet a pour objectif de :

«TableStart:TABLE3»

«lbdossaction»
«objectifs»«TableEnd:TABLE3»

Pour réaliser ce projet, les moyens suivants seront mis en œuvre :

«TableStart:TABLE3»

«lbdossaction»
«moyens»«TableEnd:TABLE3»

Article 3 : Respect des valeurs de la République

Le bénéficiaire de l'aide de l'Etat s'engage à promouvoir et à faire respecter toutes les valeurs de la République. Il s'engage également sur l'ouverture à tous des actions financées sans distinction d'origine, de religion ou de sexe. Tout manquement à ces principes conduirait à la dénonciation de la subvention et à son reversement au Trésor public.

Article 4 : Imputation budgétaire et comptable

La subvention est imputée sur les crédits du programme budgétaire Politique de la ville (147).

Domaine fonctionnel : [Domaine fonctionnel]

Domaine activité : [Domaine d'activité]

Catégorie : [Catégorie]

L'ordonnateur de la dépense est le [Préfet de XXXXXXXXXX].

Votre interlocuteur, service prescripteur, est :

«TableStart:TABLE1»«LB_DELEGATION»«TableEnd:TABLE1»

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques : [adresse du comptable].

Article 5 : Modalités de versement

La subvention sera versée en totalité sur le compte :

Banque :

IBAN :

BIC :

Titulaire :

Article 6 : Détermination du montant de la subvention

Le montant de la subvention a été déterminé au vu du budget prévisionnel établi par l'organisme dans son dossier de demande de subvention. Le financement n'excède pas les coûts directs et indirects engendrés par la mise en œuvre de l'action.

Les coûts totaux estimés éligibles sont de : «TableStart:TABLE4»Action n° «no_action» : «lbdossaction»

Total des charges figurant au budget prévisionnel : «tot_charge»«TableEnd:TABLE4»

Article 7 : Comptes-rendus financiers

L'organisme s'engage à produire les 30 juin «TableStart:TABLE6»«NB_ANN1» «NB_ANN2» et «NB_ANN3»«TableEnd:TABLE6» les comptes-rendus financiers des actions menées en n-1. Ces comptes rendus financiers seront conformes à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000.

Tous les renseignements nécessaires pour effectuer une saisie en ligne sont disponibles sur le site du CGET : www.cget.gouv.fr (rubrique Les subventions de la politique de la ville/La justification des subventions).

Dans le cas où tout ou partie de la subvention ne serait pas utilisée avant la fin de l'année suivant celle de son attribution, les sommes non utilisées seront reversées au Trésor public.

Article 8 : Evaluation finale de la CPO

Une évaluation qui s'appuiera sur des éléments de bilan quantitatifs et qualitatifs établis annuellement sera menée conjointement par le service bénéficiaire et le service prescripteur. Elle conditionnera le renouvellement de la convention.

Article 9 : Contrôle

Le bénéficiaire devra faciliter le contrôle, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds. A cet effet, il mettra en place une comptabilité analytique et des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment. En cas de non-réalisation ou de réalisation non conforme à son objet, la subvention sera reversée au Trésor Public.

Article 10 : Publicité

Les financements accordés doivent être portés obligatoirement à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication doivent porter le logotype du CGET (affiches, flyers, programmes, site internet...) et la mention "avec le soutien du CGET" pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels.

Article 11 : Révision - Résiliation - Règlement des conflits

Toute proposition de modification des dispositions de la présente convention doit faire l'objet d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Seul un avenant pourra en modifier les termes.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse. Le reversement au Trésor public de tout ou partie des sommes déjà versées pourra être exigé.

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application du présent acte.

Fait en deux exemplaires originaux

Le _____

Pour l'organisme bénéficiaire
Prénom et NOM du signataire

Pour l'Etat

AVENANT ANNUEL EMPLOI à la CPO



Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social

Imputation budgétaire : l'action 2 du programme 102 « accès et retour à l'emploi », de la mission « travail et emploi ».

Montant : [] €

AVENANT N° []

A LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS
NOTIFIEE LE []

Article 1 *Objet*

Le présent avenant a pour objet de fixer le montant de la subvention allouée à la :

[]
Association loi 1901
N° SIRET :
CODE APE :

au titre de l'année []

conformément aux dispositions de la convention pluriannuelle d'objectifs susvisée ainsi que de l'annexe qui suit.

Article 2 *Montant de l'avenant*

Le montant de la subvention octroyée par l'Etat au titre de la [première, deuxième ou troisième] année est fixée à [] €(+ en lettre), soit [] % du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement, pour le cofinancement d'un nombre prévisionnel de [] jeunes accueillis, correspondant à [] places.

Article 3 *Durée de l'avenant*

Le présent avenant prend effet au 1^{er} janvier 20[] et se terminera au 31 décembre 20[].

Article 4
Conditions de règlement

Conformément à l'article 5 de la convention pluriannuelle d'objectifs, la subvention donnera lieu à paiement intégral, après déduction, le cas échéant, de l'avance consentie en début d'exercice dès notification du présent avenant.

Article 5
Renseignements administratifs

L'ordonnateur de la dépense est le préfet de : []
Le comptable assignataire est : []

Article 6
Dispositions générales

Toutes les clauses de la convention demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas contraires au présent avenant.

A [], le []

Pour le Préfet :
Nom : []
Qualité []

Visa du Directeur Régional des Finances Publiques

A [], le []

Pour le bénéficiaire :
Nom : []
Qualité []



[PREFET DE XXXXXX]



ANNEXE 4 : avenant annuel ville CPO

«TableStart:TABLE1»«LB_DELEGATION»«TableEnd:TABLE1»

**Avenant financier n°1
à la convention pluriannuelle d'objectifs**

«TableStart:TABLE6»«NB_PRJPRP»«TableEnd:TABLE6»

Date de notification :

Référence dossier (à rappeler dans toute correspondance) :

«TableStart:TABLE6»«NB_PRJPRP»

«nb_campagne» : «MT_PRJPRP» €

«lbprojet»«TableEnd:TABLE6»

Entre l'ETAT, représenté par le [PREFET XXXXXXXXXXXX],

et l'organisme,

«TableStart:TABLE0»«LB_RAISON_SOCIAL»,
«LB_ADRESSE1_ORG» «LB_ADRESSE2_ORG» «CD_POST_ORG» «LB_ACHE_ORG»
représenté(e) par son représentant légal, «LB_CIVILITE» «LB_PRENOM_RESP»
«LB_NOM_RESP»«TableEnd:TABLE0»

N° SIRET : [n°SIRET] N° Tiers Chorus : [n° TIERS CHORUS]

En application de la convention ci-dessus référencée, il est convenu ce qui suit :

«TableStart:TABLE1»«LB_DELEGATION»
«LB_ADRESSE1_DELG» «LB_ADRESSE2_DELG» - «CD_POST_DELG» «LB_ACHE_DELG»
Tél : «NM_TELEPHONE»

Article 1 : Montant de la subvention

Au titre de la deuxième année de la convention pluriannuelle d'objectifs, il est alloué à l'organisme contractant une subvention globale de «TableStart:TABLE6»«MT_PRJPRP» €.«TableEnd:TABLE6»

«TableStart:TABLE4»Action N°«no_action» - «lbdossaction» :
«mtpropose»«TableEnd:TABLE4»

Article 2 : Délais de réalisation

Le projet devra être achevé au plus tard le 31 décembre
«TableStart:TABLE6»«nb_campagne».«TableEnd:TABLE6»

Article 3 : Imputation budgétaire et comptable

La subvention est imputée sur les crédits du programme budgétaire Politique de la ville (147).
Domaine fonctionnel : [Domaine fonctionnel]
Domaine activité : [Domaine d'activité]
Catégorie : [Catégorie]

L'ordonnateur de la dépense est le [Préfet de xxxxxxxxxx]
Votre interlocuteur, service prescripteur, est :
«TableStart:TABLE1»«LB_DELEGATION»«TableEnd:TABLE1»
Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques : [adresse du comptable].

Article 4 : Modalités de versement

La subvention sera versée en totalité sur le compte :
Banque :
IBAN :
BIC :
Titulaire :

Article 5 : Autres dispositions

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux

Le _____

Pour l'organisme bénéficiaire
Prénom et NOM du signataire

Pour l'ETAT

ANNEXE AUX AVENANTS ANNUELS emploi et ville de la CPO

ANNEXE A [LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS]

AVENANT DE LA CPO

POUR L'ANNEE []

SIGNEE LE []

ENTRE

LA DIRECCTE OU [DIECCTE] ET LA DRJSCS DE []

ET

[]

La présente annexe comprend les éléments suivants :

- les éléments de contexte issus des diagnostics de territoire (document 2 - tableau « territoire » à renseigner par la Direccte/Dieecte et DRJSCS et l'école par rapport à sa zone de recrutement, en référence aux zones géographiques prédéfinies des missions locales)
- les résultats de N-1 et objectifs de l'année (document 2 - tableau « indicateurs de suivi et de performance »)
- les moyens mobilisés pour atteindre les objectifs
- le budget prévisionnel de l'année (document 3)
- le plan d'action suite au dialogue de gestion (document 1)

Éléments de contexte

Descriptif

Objectifs de l'année (+ document 2 « indicateurs de suivi et de performance »)

Résultats

Moyens mobilisés

Partenariats institutionnels et entreprises
Tableau des effectifs (ETP) - organigramme
Locaux utilisés

Autres informations modifiant l'annexe 1 « présentation de l'action » de la CPO ou sans objet.

Budget prévisionnel (cf. document 3)

Synthèse du dialogue de gestion et plan d'action (cf. document 1)

ANNEXE 5.a AVENANT ANNUEL_DOCUMENTS 1
DONNEES QUALITATIVES

A l'issue du dialogue de gestion, il convient de formaliser les problématiques soulevées et de rédiger un relevé de conclusions partagé décrivant les forces et les axes de progrès qui vont conditionner la fixation des objectifs et le plan d'action.

Synthèse du Dialogue de gestion annuel

SYNTHESE DES DISCUSSIONS
DETERMINATION DES PROBLEMATIQUES

Plan d'action - suite au Dialogue de gestion annuel

Contexte :

Thèmes <i>(A titre d'exemples, à adapter en fonction du dialogue)</i>	Points forts	Axes de progrès	Actions à mener <i>(ordre de priorité : 1 2 3 etc.)</i> .
Public, activité et résultats			
Partenariats <i>(institutionnels, prescripteurs, entreprises, accompagnement, etc.)</i>			
Pédagogie <i>(organisation des stages en entreprise, ...)</i>			
Organisation			
Outils <i>(pédagogique, de suivi, de comptabilité etc.)</i>			
Etc.			

A [], le []
 Pour le Préfet :
 Nom : []
 Qualité []

A [], le []
 Pour le bénéficiaire :
 Nom : []
 Qualité []

MAQUETTE DES INDICATEURS DE SUIVI ET DE PERFORMANCE DES E2C

CPO 2016 - 2018

Cette maquette est une cible : les indicateurs se mettront progressivement en place en fonction de l'évolution des systèmes d'information des E2C. Certains indicateurs pourront être livrés dès 2016, d'autres seront livrés en 2017.

23 décembre 2015

DONNEES DU TERRITOIRE

	2013 Année N-3	2014 Année N-2	2015 Année N-1
Territoire (zone de recrutement de l'école, en référence aux zones géographiques prédéfinies des ML)			
Caractéristiques démographiques (1)			
A- Population totale			
B - Population jeunes 15-24 ans			
<i>Part de la population jeune 15-24 ans (%)</i>	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Caractéristiques population jeunes / Education nationale (2)			
C - Nbre de jeunes sortis de l'Education Nationale sans diplôme			
D - Nbre de jeunes décrochés de l'Education nationale			
Caractéristiques population / Emploi (1) (3)			
E - Population active 15-64 ans			
<i>Part de la Population active 15-64 ans (%)</i>			
<i>Part des femmes dans la Population active 15-64 ans (%)</i>			
F - Population active 15-24 ans			
<i>Part de la Population active 15-24 ans (%)</i>			
<i>Part des femmes dans la Population active 15-24 ans (%)</i>			
G - Taux de chômage des 15-64 ans (%) au sens du recensement			
H - Taux de chômage des 15-24 ans (%) au sens du recensement			
<i>Part des femmes dans les chômeurs 15-24 ans (%)</i>			
I - DEFM A,B,C de moins de 26 ans de niveau IV et infra			
<i>dont jeunes filles (%)</i>			
<i>dont jeunes niveau infra V et V sans diplôme (%)</i>			
<i>dont jeunes en ZRR (%)</i>			
<i>dont jeunes en QPV (%)</i>			
Autres indicateurs de territoire utiles laissés à l'appréciation des acteurs

Données disponibles auprès du correspondant à la Direccte - Sources :

(1) DARES / INSEE / CPO missions locales

(2) RIO statistiques

(3) DARES / CPO missions locales

[illegible]

RESULTAT DES E2C

[illegible]

LES SORTIES (après engagement et hors sorties non maîtrisables)

[illegible]



Données financières 2014 - 2015

I - SYNTHESE DES CHARGES	Réel 2014	Réel 2015	2014 En % du budget
Produits d'entretien & matières d'oeuvre			#DIV/0!
Fournitures de bureau			#DIV/0!
Photocopies			#DIV/0!
CONSOMMABLES	-	-	#DIV/0!
Petit outillage, matériel & documentation pédagogique			#DIV/0!
Voyages pédagogiques et déplacements stagiaires			#DIV/0!
PEDAGOGIE	-	-	#DIV/0!
Honoraires			#DIV/0!
Personnel extérieur à l'association			#DIV/0!
Assurances			#DIV/0!
HONORAIRES ET FRAIS ADM.	-	-	#DIV/0!
Publicité publications relations Publiques			#DIV/0!
Frais de rencontres colloques séminaires conférences			#DIV/0!
COMMUNICATION	-	-	#DIV/0!
Voyages & déplacements			#DIV/0!
Missions Réception			#DIV/0!
Carburants véhicules			#DIV/0!
DEPLACEMENTS & MISSIONS	-	-	#DIV/0!
POSTE ET TELECOM			#DIV/0!
ENERGIE			#DIV/0!
Crédit bail et locations immobilières			#DIV/0!
Crédit bail et locations mobilières			#DIV/0!
Entretien et réparations immobilières			#DIV/0!
Entretien et réparations mobilières			#DIV/0!
Maintenance			#DIV/0!
Petit équipement services généraux			#DIV/0!
Nettoyage des locaux			#DIV/0!
LOCATIONS ENTRETIEN ET NETTOYAGE.	-	-	#DIV/0!
Opérateurs et sous-traitants pédagogiques			#DIV/0!
Animations socio-culturelles			#DIV/0!
FORMATIONS EXTERNALISEES	-	-	#DIV/0!
Impôts et taxes			#DIV/0!
Total rémunérations			#DIV/0!
Charges salariales et sociales			#DIV/0!
5. MASSE SALARIALE	-	-	#DIV/0!
Charges de gestion courantes			#DIV/0!
Charges financières			#DIV/0!
Dotation aux provisions, amortissements et fonds dédiés			#DIV/0!
AUTRES CHARGES	-	-	#DIV/0!
TOTAL CHARGES COMPTABLES (hors mises à disposition)	-	-	#DIV/0!
Mise à disposition gratuite de locaux & matériels			#DIV/0!
Personnel			#DIV/0!
Autres			#DIV/0!
EMPLOI DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	-	-	#DIV/0!
4. TOTAL DES CHARGES INCORPOREES AU CALCUL DES COUTS	-	-	#DIV/0!
Charges exceptionnelles			
TOTAL CHARGES COMPTABLES (y compris mises à disposition)	-	-	
Excédent de fonctionnement			

Nom de l'Ecole

Date

Date du jour

II - SYNTHESE DES PRODUITS	Réel 2014	Réel 2015	2014 En % du budget
VENTES (Produits, services, marchandises)			#DIV/0!
Région			#DIV/0!
FSE en direct			#DIV/0!
FSE par la Région			#DIV/0!
Etat (emploi - DIRECCTE))			#DIV/0!
Etat (Ville - ACSE)			#DIV/0!
Etat autres			#DIV/0!
Sous-total Etat	-	-	#DIV/0!
Départements			#DIV/0!
Collectivités locales			#DIV/0!
Taxe d'Apprentissage			#DIV/0!
Organismes sociaux et emplois aidés			#DIV/0!
Autres subventions			#DIV/0!
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	-	-	#DIV/0!
Autres produits de gestion courante			#DIV/0!
Produits financiers			#DIV/0!
Reprises provisions, amortissements et fonds dédiés			#DIV/0!
AUTRES PRODUITS	-	-	#DIV/0!
TOTAL PRODUITS COMPTABLES (hors mises à disposition)	-	-	#DIV/0!
CONTRIBUTION VOLONTAIRE EN NATURE			#DIV/0!
SOUS TOTAL PRODUITS	-	-	#DIV/0!
Produits exceptionnels			
TOTAL DES PRODUITS	-	-	
Déficit de fonctionnement			
<i>Si vous bénéficiez de locaux non valorisés dans vos comptes en contribution en nature, indiquez leur valeur locative estimée</i>	-	-	#DIV/0!
<i>Si vous bénéficiez de personnels non valorisés dans vos comptes en mise à disposition, indiquez l'évaluation de leur coût charges sociales incluses</i>	-	-	#DIV/0!

ETP / Jeunes / Coûts

Code	Personnels ETP	Base Réseau E2C France 2014	Réel 2014	Réel 2015	Evolution
3.5	Effectifs personnel ETP	962			#DIV/0!
3.6	Estimation des effectifs ETP des formations externalisées	56			#DIV/0!
3.7	Total ETP	1 032	-	-	#DIV/0!
3.7.1	<i>Dont ETP Accompagnement et Pédagogie</i>				#DIV/0!
	Capacité d'accueil	Base Réseau E2C France 2014	Réel 2014	Réel 2015	Evolution
	Cumul présent 1er du mois	52 463	-	-	#DIV/0!
	Cumul présent Fin de mois	53 741	-	-	#DIV/0!
	Moyenne du cumul des présents	53 102	-	-	#DIV/0!
2.2	Nombre moyen de places occupées	4 425	-	-	#DIV/0!
	Nombre de jeunes présents en début d'exercice	4 331			#DIV/0!
	Nombre de jeunes entrants	10 054			#DIV/0!
	Nombre de présents (<i>jeunes accueillis</i>)	14 385		-	#DIV/0!
2.1.1	Nombre d'occupants pour une place	3,3	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
	Nombre de jeunes suivis par total ETP	13,9	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
	<i>Nombre de jeunes suivis par total ETP pédag. & accomp.</i>				#DIV/0!
	Objectif annuel nombre de jeunes suivi par ETP	15			
	Potentiel maxi de jeune présents dans l'année	15 480	-	-	#DIV/0!
2.1	Capacité d'accueil ou nombre de places installées	4 762	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
2.6	Taux d'occupation	93%	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
3.8	<i>Taux d'encadrement</i>	22%	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
	Coûts	Base Réseau E2C France 2014	Réel 2014	Réel 2015	Evolution
	Total des charges incorporés au calcul des coûts	72 752 542	0	0	#DIV/0!
	Masse salariale	46 280 462			
3.1	Coût par jeune présent dans l'année	5 058	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
3.2	Coût par jeune entrant dans l'année	7 236	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
3.4	Coût de la place installée	16 441	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
3.9	Coût masse salariale par ETP	48 087	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
	Autres informations	Base Réseau E2C France 2014	Réel 2014	Réel 2015	Evolution
3.3	Estimation des allocations versés aux stagiaires présents dans l'année				#DIV/0!
3.10	Surfaces des locaux dédiés en m²				#DIV/0!

[illegible]



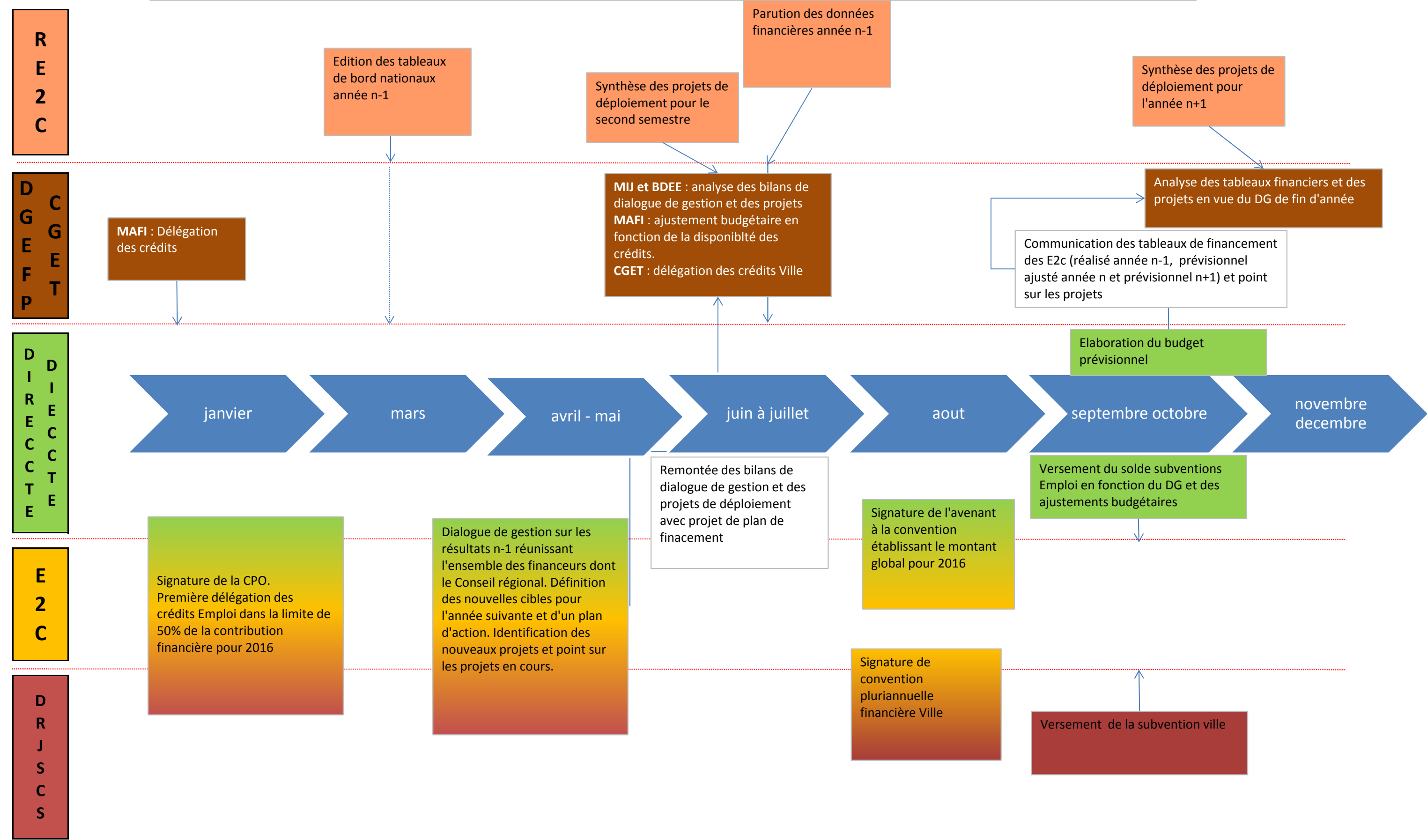
Indicateurs de performance E2C (assortis d'une cible au niveau national et au niveau local)

Numéro	Indicateurs de performance	Résultats 2014 si dispo	Résultats 2015	Cibles 2016	Cibles 2017
2.6	Taux d'occupation	93%			
1.1.2 b	Taux de stagiaires résidant dans les QPV (dont ZUC/CUCS)				40%
2.11	Taux de sorties positives	56%			
2.13	Taux de sorties sans solution				
2.9	Taux d'alternance en entreprise				
3.2	Coût par jeune entrant dans l'année	7 236 K€			
3.4	Coût de la place installé	16 441 K€			
3.8	Taux d'encadrement	22%			

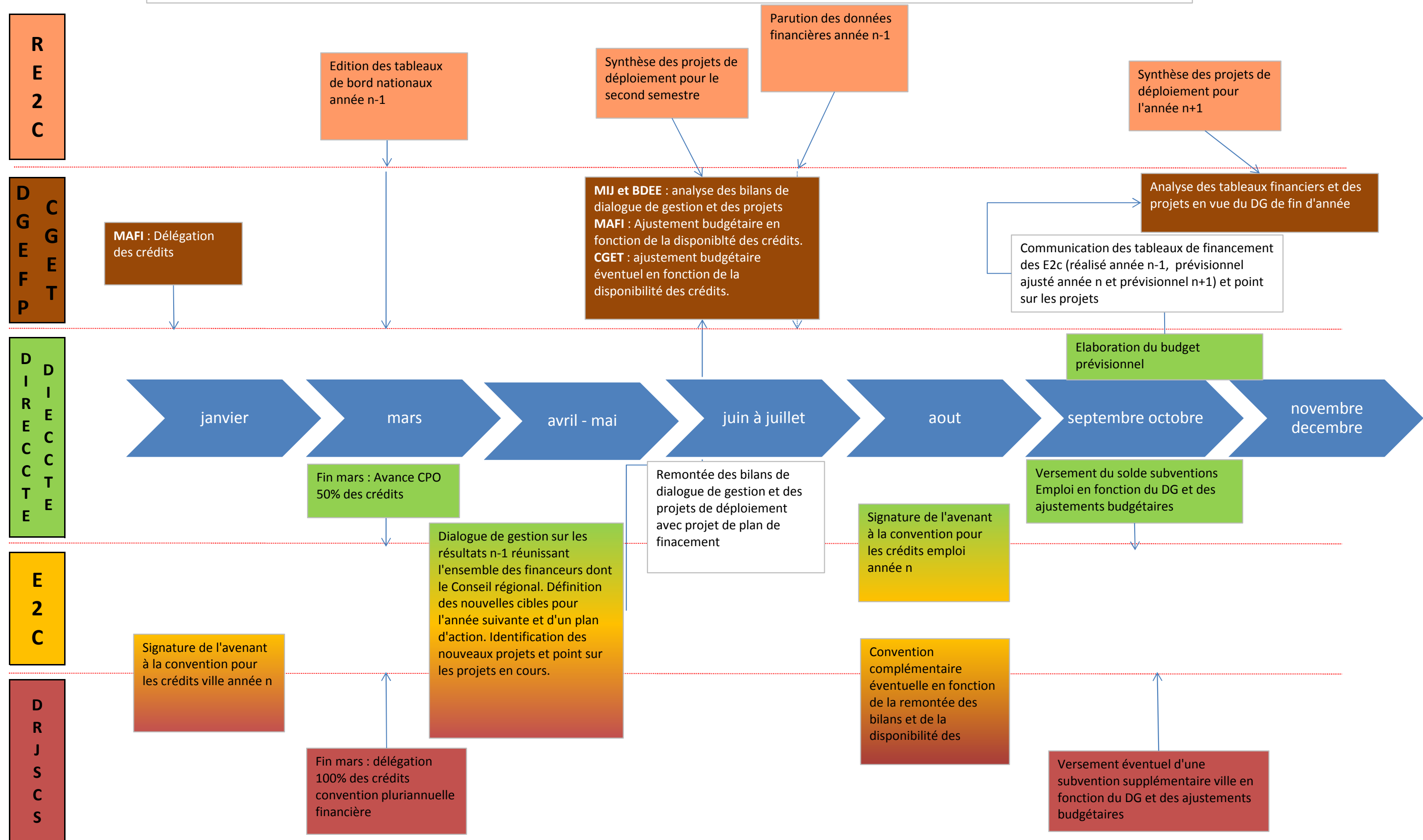
Calendrier et process du conventionnement et du dialogue de gestion

23 décembre 2015

CALENDRIER ET PROCESS CONVENTIONNEMENT ETAT - ECOLE DE LA 2ème CHANCE ET DIALOGUE DE GESTION ANNEE 2016



CALENDRIER ET PROCESS CONVENTIONNEMENT ETAT - ECOLE DE LA 2ème CHANCE ET DIALOGUE DE GESTION ANNEES 2017



GLOSSAIRE

Définitions générales :

Référent unique : personne de référence en charge de l'accompagnement d'un jeune durant tout ou partie de son parcours à l'E2C

SIOUCS, CYCLISE, CASIMIR, AMETYSSTE : Systèmes d'information des écoles

Capacité d'accueil : nombre maximum de jeunes pouvant être suivis simultanément dans l'école (en présentiel et en entreprise) à un moment T

NEETs : *Not in Education, Employment or Training* (ni étudiant, ni en emploi, ni en formation), est une classification sociale d'une certaine catégorie de personne inactive.

Pour rappel : la recommandation du Conseil du 22 avril 2013 sur l'établissement d'une garantie européenne pour la jeunesse recommande aux Etats membres de : « Veiller à ce que tous les jeunes de moins de 25 ans se voient proposer un emploi de qualité, une formation continue, un apprentissage ou un stage dans les quatre mois suivant la perte de leur emploi ou leur sortie de l'enseignement formel¹. ... ».

Les jeunes âgés de moins de 25 ans, et plus spécifiquement les NEETs (ni en éducation, ni en formation, ni en emploi), sont la cible de cette garantie, qui concerne donc autant les jeunes chômeurs (indemnisés ou non) que les « décrocheurs ». La garantie européenne pour la jeunesse renvoie ainsi à un ensemble de mesures, de fonctionnements dans le cadre de partenariats, d'initiatives publiques (nationales, régionales ou locales) et privées, mis en place de façon cohérente et complémentaire pour faciliter l'intégration des jeunes sur le marché du travail. Les Ecoles de la deuxième chance font partie du plan français de la garantie européenne pour la jeunesse.

Jeunes entrants : désigne les jeunes dont la date d'entrée est incluse dans la période analysée.

Jeunes présents : désigne les jeunes présents dans l'école au premier jour de l'année plus les jeunes entrants dont la date d'entrée est postérieure

Durée moyenne du parcours des jeunes sortis : Il s'agit de la durée réelle moyenne (en mois) du parcours des jeunes sortis dans l'année, la base de calcul étant : du jour de leur entrée dans l'école jusqu'au jour de leur sortie. Les jeunes sortis pendant (ou au terme de) la période d'essai (ou d'intégration) ne sont pas pris en compte dans ce calcul.

Durée moyenne de présence (départ avant engagement compris) : Il s'agit de la durée réelle moyenne (en mois) de présence des jeunes sortis dans l'année, la base de calcul étant : du jour de leur entrée dans l'école jusqu'au jour de leur sortie. Cette donnée comptabilise également les départs avant engagement.

Formations externalisées : elles correspondent à des prestations assurées par des personnes externes à la structure qui interviennent en renforcement ponctuel de l'activité des E2C. Il peut s'agir de formations sportives, culturelles, artistiques, ...

Expériences professionnelles : l'expérience professionnelle d'un stagiaire n'est comptabilisée qu'à partir d'une période de travail de plus d'un mois et sur la base d'un contrat de travail avec fiche de paye, quel que soit le type de contrat (alternance, CDD, CDI,

¹ Extrait article 1, recommandation du Conseil (2013/C 120/01)

intérim). Dans tous les autres cas, ou si le jeune est en incapacité de fournir ses documents, il s'agit d'un « stagiaire sans expérience professionnelle ».

Demandeurs d'emploi depuis plus d'un an : sont ainsi désignés les jeunes enregistrés à Pôle emploi depuis plus d'un an.

Définitions liées aux prescripteurs

Une prescription par **une mission locale** se traduit nécessairement par un document du type fiche de liaison entre les deux opérateurs.

Une prescription par **Pôle emploi** se traduit nécessairement par un document du type fiche de liaison entre les deux opérateurs.

Sont considérées comme **candidatures spontanées** les inscriptions basées sur une information obtenue par la famille, les amis (cooptation), la presse écrite ou orale, Internet...

Les autres prescripteurs incluent les acteurs locaux du type associations de quartier ou les organismes sociaux ou les JDC...

Définitions liées aux niveaux d'études à l'entrée :

La nomenclature utilisée pour qualifier le niveau de qualification des jeunes au moment de leur entrée en E2C est celle de l'INSEE :

Niveau VI : sorties du 1^{er} cycle de l'enseignement secondaire (6^e, 5^e, 4^e) et des formations préprofessionnelles en 1 an ;

Niveau V bis : sorties de 3^e générale, 4^e et 3^e technologique et des classes du second cycle court (BEP/CAP) avant la classe terminale ;

Niveau V non validé : sorties de la scolarité en première ou seconde de l'enseignement général ou en dernière année de BEP/CAP ou équivalent sans diplôme ;

Niveau V validé : sortie de la scolarité après l'obtention du CAP ou BEP ;

Niveau IV non validé : sortie des classes de terminale de l'enseignement secondaire général ou technologique sans le baccalauréat ;

Niveau IV validé : sortie de la scolarité après l'obtention d'un diplôme d'un niveau IV (baccalauréat général, technologique ou professionnel, brevet professionnel ...).

Définitions liées aux sorties :

I – Les départs avant engagement de formation : Il s'agit du nombre de jeunes qui abandonnent pendant (ou au terme de) la période d'essai (ou d'intégration).

II - Les sorties non maîtrisables : Les sorties non maîtrisables ne sont comptabilisées qu'après la période d'essai.

Les sorties non maîtrisables additionnent :

- Les déménagements ;
- Les décès ;
- Les incarcérations ;
- Les arrêts de parcours pour raisons de santé ;
- Les arrêts de parcours pour maternité.

Il s'agit bien d'un *arrêt* et non pas d'une *interruption* de parcours : les stagiaires concernés ne sont plus inscrits à l'E2C. Ces situations sont mesurées tout au long du parcours des jeunes, après la fin de la période d'essai ou d'intégration.

Les départs avant engagement de formation et les sorties non maîtrisables ne sont pas pris en compte dans le total des sorties (en dénominateur) pour le calcul des taux de sorties positives, dynamiques, anticipées et fins de parcours sans solution.

III - Les fins de parcours sans solution (FPSS) : Ce type de sorties correspond au départ d'un stagiaire suite à l'arrivée à échéance de son contrat de formation. Le non renouvellement du contrat peut être à l'initiative du stagiaire ou de l'école.

IV - Les sorties anticipées :

- *À l'initiative de l'école ou exclusion*

- **Résiliation par l'école :** Suite à l'identification de problèmes ne pouvant être traités dans l'École et nécessitant une réorientation vers des structures plus adaptées (par exemple : handicap, degré 1 d'illettrisme, addictions sévères, etc.), le directeur de l'Ecole sur avis du référent et de l'équipe pédagogique peut décider de mettre fin au contrat du jeune.
- **Exclusion définitive :** En cas de non-respect des obligations contractuelles par le stagiaire et de violation du règlement intérieur, il peut être mis fin au contrat avant son terme. L'exclusion définitive est la sanction disciplinaire la plus élevée que peut prendre l'École à l'encontre d'un stagiaire.

- *À l'initiative du stagiaire ou abandon*

- **Démission :** Le stagiaire peut à tout moment faire le choix de renoncer au contrat de formation et quitter l'école. La démission est un acte librement effectué et qui doit donner lieu à un écrit du stagiaire remis à l'école et conservé.
- **Radiation administrative (absences irrégulières) :** Les absences irrégulières en trop grand nombre ne permettent pas au stagiaire de tirer un profit maximum du parcours proposé. L'assiduité est l'une des obligations contractuelles du stagiaire, c'est pourquoi le cumul d'absences irrégulières peut mener à une résiliation du contrat.
- **Non-retour après suspension :** Le non-retour d'un stagiaire après une suspension de contrat contrevient à l'obligation contractuelle d'assiduité qui lui est faite et constitue un motif de résiliation de contrat de formation.

V - Les sorties dynamiques : Les sorties dynamiques permettent de valoriser la poursuite d'un parcours d'insertion d'un stagiaire ainsi que le travail effectué par l'école même si celui-ci ne donne pas lieu, dès à présent, à une insertion professionnelle.

- *En emploi*

- **CDD < 2 mois :** cette catégorie regroupe les contrats dont la durée est inférieure à 2 mois.

- **Intérim < 2 mois** : cette catégorie regroupe les contrats d'intérim dont la durée cumulée est inférieure à 2 mois.
- **Volontaire service civique** : cette catégorie regroupe les stagiaires signant un contrat de volontariat en service civique auprès d'une structure agréée.
 - *En réorientation (à l'appui d'une fiche de liaison ou de tout autre document dans une logique de preuve)*
- **Association intermédiaire** : cette catégorie regroupe les contrats proposés par des associations intermédiaires de très courte durée et/ou de faible volume horaire.
- **Dispositif de suivi des personnes présentant un handicap** : cette catégorie regroupe l'ensemble des entrées dans une structure dispensant un accompagnement social et/ou professionnel de personnes présentant un handicap (foyer de vie, Cap emploi...).
- **Dispositifs d'insertion** : cette catégorie regroupe l'ensemble des entrées dans une structure d'insertion prenant en charge un suivi ou un accompagnement social et/ou professionnel d'adultes en difficulté (SMA, SMV, Avenir Jeune, plateforme de remobilisation régionale, etc.)
- **Mission locale**
- **Centre/foyer maternel, CHRS** : Cette catégorie regroupe les poursuites de parcours au sein de structures spécialisées dans une prise en charge de type médico-sociale liée au logement, liée à la parentalité...etc.
 - *En formation*
- **Autres formations pré-qualifiantes** : cette catégorie regroupe les formations ne prévoyant pas l'acquisition d'une qualification ou d'un diplôme reconnu (dont les centres EPIDE). Ces actions de formation peuvent être, par exemple, pré qualifiante ou préparer à un concours...

VI - Les sorties positives : Les sorties positives constituent les résultats d'insertion des écoles et sont comptabilisées pour les jeunes ayant signé leur contrat de formation.

- *En emploi durable*
- **CDI : cette catégorie regroupe les contrats à durée indéterminée.**
 - Contrats d'engagement, « Engagés volontaires » sont généralement conclus pour une durée de 5 ans (notamment dans l'armée de terre) et sont donc associés aux CDI - tout comme les contrats liant les stagiaires avec la gendarmerie nationale ;
 - Les contrats d'adjoints de Sécurité (ADS) avec la Police nationale (y compris PAF) sont des CAE de 5 ans et sont associés aux CDI ;
- **CDD ≥ 6 mois** : cette catégorie regroupe l'ensemble des contrats dont la durée est égale ou supérieure à 6 mois
 - L'AFPR, Action de formation préalable au recrutement, s'accompagne en général d'un engagement type CDD. Elle est donc comptabilisée comme

un contrat à durée déterminée en fonction de sa durée réelle. (Stage d'expérience professionnelle traité de la même façon).

- **intérim ≥ 6 mois** : cette catégorie regroupe les contrats d'intérim dont la durée cumulée est égale ou supérieure à 6 mois
- **Contrat aidé en CDI** : cette catégorie regroupe les contrats aidés dont la durée est indéterminée (ex : emploi d'avenir...)
- **Contrat aidé ≥ 6 mois** : cette catégorie regroupe les contrats aidés dont la durée est égale ou supérieure à 6 mois (ex : CUI-CAE, CUI-CIE, emploi d'avenir...) quel que soit l'employeur, dont les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE).
- **Contrat d'apprentissage** : cette catégorie regroupe les contrats d'apprentissage.
- **Contrat de professionnalisation** : cette catégorie regroupe les contrats de professionnalisation.
- **Création d'entreprise** : cette catégorie regroupe les créations ou reprises d'entreprises.

- *Autres sorties positives*

- **CDD ≥ 2 mois et < 6 mois** : cette catégorie regroupe les contrats dont la durée est égale ou supérieure à 2 mois et inférieure à 6 mois
 - L'AFPR, Action de formation préalable au recrutement, s'accompagne en général d'un engagement type CDD. Elle est donc comptabilisée comme un contrat à durée déterminée en fonction de sa durée réelle. (Stage d'expérience professionnelle traité de la même façon).
- **Intérim ≥ 2 mois et < 6 mois** : cette catégorie regroupe les contrats d'intérim dont la durée cumulée est égale ou supérieure à 2 mois et inférieure à 6 mois
- **Contrat aidé ≥ 2 mois et < 6 mois** : cette catégorie regroupe les contrats aidés dont la durée cumulée est égale ou supérieure à 2 mois et inférieure à 6 mois (ex : CUI CIE) quel que soit l'employeur.
- **Formation diplômante, qualifiante ou initiale** : Cette catégorie est constituée des formations qualifiantes, diplômantes ou de la reprise d'un cursus scolaire initial.

Sont considérées comme des « sorties positives en formation qualifiante ou diplômante » :

- une formation pré qualifiante relevant de la partie qualifiante des programmes régionaux de formation ou PRF (sas d'entrée en qualification) ;
- une entrée en formation qualifiante de niveau V (titres, formations professionnelles...) ou diplômante (quelques BEP encore, des CAP) ;
- une entrée en formation qualifiante de niveau IV (titres, formations professionnelles...) ou diplômante (DAEU, BAC Pro ou général) ;
- une éventuelle entrée en formation au-delà du niveau IV validé.
- une intégration en micro-lycée : qualifiante ou diplômante.

Cahier de spécifications des indicateurs

CPO 2016 - 2016

23 décembre 2015

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
1.1	Nombre de stagiaires E2C dans l'année

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF	Type d'indicateur
Mesurer l'attractivité de l'Ecole et sa progression dans le temps	<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	2014	2015	2016	2017
Mesure également la capacité de prescription du territoire. Cet indicateur intègre les stagiaires 26 ans et plus (public non inscrit dans les textes)	14 385			

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Soit X le nombre de stagiaires présents en début d'exercice (stock initial) (ind 1.1.1) Soit Y le nombre de stagiaires entrés durant la période analysée (ind 1.1.2) Nombre de stagiaires E2C durant la période analysée $W = X + Y$	semestriel et annuel <div> Calcul automatisé <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	SI des Ecoles	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau des E2C à partir de 2016	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
1.1.1	Stagiaires présents en début d'exercice (stock initial) (nombre et taux)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF	Type d'indicateur
Mesurer l'attractivité de l'Ecole et son évolution dans le temps.	<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	Cible			
	2014	2015	2016	2017
Cet indicateur intègre les stagiaires de 26 ans et plus (public non inscrit dans les textes)	4331 soit 30%			

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Correspond au nombre de stagiaires entrés sur la période précédente et toujours présents à l'Ecole au 1er jour de la période analysée (1er janvier si année n-1). Le % est calculé par rapport au nombre total de présents durant la période analysée (Z) (ind 1.1)	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	SI des Ecoles	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau des E2C courant 2016	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
1.1.2	Stagiaires entrants (nombre et taux)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF	Type d'indicateur
Mesurer l'attractivité de l'Ecole et son évolution dans le temps.	<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur		Cible			
		2014	2015	2016	2017
Tout stagiaire entrant en E2C hérite dès le premier jour du statut de stagiaire de la formation professionnelle. Il est comptabilisé dans les entrants même s'il abandonne avant son engagement dans la formation pendant sa période d'essai variant entre 4 à 6 semaines selon les écoles. Cet indicateur intègre les stagiaires de plus de 26 ans (public non inscrit dans les textes)		10054 soit 70%			

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Correspond au nombre total de stagiaires entrants dans le courant de la période analysée (Z). Le % est calculé par rapport au nombre total de présents durant la période analysée (W) (ind 1.1)	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	SI des Ecoles	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau des E2C à partir de 2016	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
1.1.2 (b)	Taux de stagiaires entrants dans la période résidant dans les QPV

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF		Type d'indicateur			
Mesure CIEC du 6 mars 2015. Encourager la prise en charge et l'accompagnement des stagiaires issus des Quartiers prioritaires de la politique de la ville.		<input type="checkbox"/> Suivi <input checked="" type="checkbox"/> Performance			
		Cible			
Signification et interprétation de l'indicateur		2014	2015	2016	2017
Cet indicateur intègre les stagiaires de plus de 26 ans (public non inscrit dans les textes)		36%	40%		

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Soit X le nombre de stagiaires entrant durant la période (ind 1.1.2) Soit Y le nombre de stagiaires issus des QPV entrant durant la période analysée (extraction) $Taux = Y/X$	semestriel et annuel
Remarque : définiton de la zone géographique qui doit intégrer les ZUS-CUCS (travaux en cours avec le CGET)	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	SI des Ecoles	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau des E2C à partir de 2016	

Commentaires
L'adresse considérée est celle à l'inscription. L'indicateur à prendre en compte est le nombre de stagiaires entrant et non plus le nombre de stagiaires accueillis

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
1.1.2.1	NEETs parmi les stagiaires entrants (nombre et taux)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF		Type d'indicateur			
Identifier le nombre de stagiaires sans emploi, sans formation et sans stage à leur entrée en Ecole (chiffre réclamé dans le cadre de la Garantie européenne pour la jeunesse.		<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance			
		Cible			
Signification et interprétation de l'indicateur		2014	2015	2016	2017

Mode de calcul	Périodicité du calcul
= le nombre de stagiaires entrants durant la période	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	SI des Ecoles	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau des E2C à partir de 2016	

Commentaires
Les NEETs constituent le public cible des E2C. Tous les stagiaires stagiaire E2C sont considéré comme des NEETs

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
1.2	Stagiaires entrants orientés par prescripteur (nombre et taux)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF		Type d'indicateur			
Mesurer les orientations des différents prescripteurs vers les Ecoles		<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance			
		Cible			
Signification et interprétation de l'indicateur		2014	2015	2016	2017

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Extraction du nombre de stagiaires entrants dans l'année orientés par - les missions locales (A) - Pole Emploi (B) - PSAD (C) - candidatures spontanées (D) - Autres (E) Soit Z le nombre total de stagiaires entrants dans l'année (Ind. 1.1.2). Le rapport est établi pour chaque prescripteur en fonction de Z : (A/Z)*100 ; (B/Z)*100 ; (C/Z)*100 ; (D/Z)*100 ; (E/Z)*100 Nouvel indicateur, évolution des SI nécessaire, données non disponible avant 2017.	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	SI des Ecoles	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau des E2C à partir de 2017 (non disponible dans les SI des E2C)	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input checked="" type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2017

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
1.3	Genre (nombre et taux)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF	Type d'indicateur
Connaître les caractéristiques des bénéficiaires du dispositif E2C. Veiller à l'équilibre des sexes et contribuer à la lutte contre les discriminations.	<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	Cible			
	2014	2015	2016	2017
	Hommes 47% Femmes 53%			

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Extraction nombre de stagiaires entrants durant la période analysée de sexe masculin (A) et nombre de stagiaires entrants durant la période analysée de sexe féminin (B). Pour le % : rapport de chacune de ces valeurs sur le nombre total de stagiaires entrants durant la période analysée (Z) (ind 1.1.2) : (A/Z)*100 ; (B/Z)*100	semestriel et annuel
Ces indicateurs sont demandés pour la Garantie européenne pour la jeunesse	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	SI des Ecoles	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau des E2C à partir de 2016	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
1.4	Age moyen à l'entrée (nombre et taux)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF	Type d'indicateur
Connaître les caractéristiques des bénéficiaires du dispositif E2C	<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	Cible			
	2014	2015	2016	2017
AM : 20,5 ans A : 7% B : 39% C : 43% D : 11% E : nc				

Mode de calcul	Périodicité du calcul
<p>L'âge moyen (AM) à l'entrée correspond à la moyenne des âges qu'avaient les stagiaires au moment de leur entrée dans l'Ecole.</p> <p>Extraction du nombre de stagiaires entrants dans l'année pour chacune des tranches d'âge suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de 16 à 17 ans (A) - de 18 à 19 ans (B) - de 20 à 23 ans (C) - de 24 à 25 ans (D) - 26 ans et plus (E) <p>Le % s'établit en fonction du nombre total de stagiaires entrants pendant la période analysée (Z) (Ind. 1.1.2). $(A/Z)*100$; $(B/Z)*100$; $(C/Z)*100$; $(D/Z)*100$; $(E/Z)*100$</p> <p>Ces indicateurs sont demandés pour la Garantie européenne pour la jeunesse</p> <p>Indicateur (E) à construire dans les SI, données disponible à partir de 2017.</p>	<p>semestriel et annuel</p> <div> <p>Calcul automatisé</p> <p><input type="checkbox"/> OUI</p> <p><input type="checkbox"/> NON</p> <p><input type="checkbox"/> PARTIEL</p> </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	SI des Ecoles	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau des E2C à partir de 2016 la nouvelle tranche d'age sera disponible en 2017	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input checked="" type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : la nouvelle tranche d'age sera disponible en 2017

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
1.5	Nationalité (nombre et taux)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF		Type d'indicateur			
Connaître les caractéristiques des bénéficiaires du dispositif E2C		<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance			
		Cible			
Signification et interprétation de l'indicateur		2014	2015	2016	2017
		A : 86% B : 3% C : 11%			

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Extraction du nombre de stagiaires entrants dans l'année pour chacune des nationalités suivantes : - Nationalité française (A) - Autre nationalité européenne (B) - Autre nationalité (C) Le % s'établit en fonction du nombre total de stagiaires entrants pendant la période analysée (Z) (Ind. 1.1.2) : (A/Z)*100 ; (B/Z)*100 ; (C/Z)*100	semestriel et annuel <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content;"> Calcul automatisé <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	SI des Ecoles	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau des E2C à partir de 2016	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE :

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
1.6	Niveau nominal des stagiaires à l'entrée (nombre et taux)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF	Type d'indicateur
Connaître les caractéristiques des bénéficiaires du dispositif E2C et veiller à l'objectif d'accueil des stagiaires les plus en difficultés et les moins qualifiés.	<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	Cible			
	2014	2015	2016	2017
Les niveaux d'étude (nomenclature INSEE) sont définis dans le glossaire.	A : 20% B : 37% C : 29% D : ND E : 13%			

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Extraction du nombre de stagiaires entrants dans l'année pour chacun des niveaux suivants : - Niveau VI (A) - Niveau V bis (B) - Niveau V non validé (C) - Niveau V validé (D) - Niveau IV non validé (E) Le % s'établit en fonction du nombre total de stagiaires entrants pendant la période analysée (Z) (Ind. 1.1.2) : $(A/Z)*100$; $(B/Z)*100$; $(C/Z)*100$; $(D/Z)*100$; $(E/Z)*100$. Niveau V validé à (D), non existant : à construire dans les SI des Ecoles, disponibilité en 2017	semestriel et annuel <div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	SI des Ecoles	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau des E2C à partir de 2016 niveau V validé non disponible avant 2017 (SI des E2C)	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2017

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
1.7	Stagiaires sans expérience professionnelle (nombre et taux)

Date de mise à jour	16/11/2015
---------------------	------------

Indicateur QPV	<input checked="" type="checkbox"/>
----------------	-------------------------------------

OBJECTIF		Type d'indicateur			
Connaître les caractéristiques des bénéficiaires du dispositif E2C		<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance			
		Cible			
Signification et interprétation de l'indicateur		2014	2015	2016	2017
		62%			

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Soit A le nombre de stagiaires sans expérience professionnelle parmi les stagiaires entrants durant la période analysée (extraction de la BDD). Soit Z, le nombre total de stagiaires entrants dans la période analysée (Ind. 1.1.2). Le % égal (A/B)*100.	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	SI des Ecoles	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau des E2C à partir de 2016	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
1.8	Travailleurs handicapés (reconnaissance T. H) (nombre et taux)

Date de mise à jour	16/11/2015
---------------------	------------

Indicateur QPV	<input checked="" type="checkbox"/>
----------------	-------------------------------------

OBJECTIF		Type d'indicateur			
Connaître les caractéristiques des bénéficiaires du dispositif E2C		<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance			
		Cible			
Signification et interprétation de l'indicateur		2014	2015	2016	2017
		3%			

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Extraction nombre de stagiaires déclarés Travailleurs handicapés parmi les stagiaires entrants durant la période analysée (A). Le % s'établit à partir de ce chiffre rapporté au nombre total de stagiaires entrants dans la période analysée (Z) (Ind. 1.1.2) : $(A/Z) \times 100$.	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	SI des Ecoles	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau des E2C à partir de 2016	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016



N° ind.	Intitulé de l'indicateur
1.9	Demandeurs d'emploi depuis plus d'un an (nombre et taux)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF	Type d'indicateur
Connaître les caractéristiques des bénéficiaires du dispositif E2C	<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	Cible			
	2014	2015	2016	2017
indicateur à analyser au regard de la prescription (PE)	14%			

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Extraction nombre de stagiaires Demandeurs d'emploi depuis plus d'un an parmi les stagiaires entrants durant la période analysée (A). Le % s'établit à partir de ce chiffre rapporté au nombre total de stagiaires entrants dans la période analysée (Z) (Ind. 1.1.2) : $(A/Z) \times 100$.	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	SI des Ecoles	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau des E2C à partir de 2016	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
2.1	Capacité d'accueil ou nombre de places installées

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☐

OBJECTIF	Type d'indicateur
Suivre l'évolution de la capacité d'accueil, en %	<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	2014	2015	2016	2017
Indicateur nécessaire et indispensable pour la mesure du taux d'occupation et pour le calcul des indicateurs d'efficience				

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Soit A : le nombre moyen de places occupées mensuel (2.2) Soit B : le nombre d'occupants pour une place (ind 2.1.1) Soit C : le nombre total d'ETP de l'E2C Le nombre de jeunes suivis par ETP correspond au nombre de jeunes présents / nombre total d'ETP <u>Pour calculer le potentiel de places occupées (= capacité d'accueil)</u> Soit D : le nombre annuel de jeunes suivi par ETP (reference Réseau : 14 jeunes par ETP) - le potentiel des jeunes présents dans l'année = Total ETP * D (nombre annuel moyen de jeunes suivi par ETP) - le potentiel mensuel (capacité d'accueil mensuelle) = potentiel de jeunes présents dans l'année / B (nombre de fois que la place est occupée) Le % s'établit entre : le potentiel mensuel de place occupé / nombre mensuel moyen de places occupées	semestriel et annuel <div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <p>Calcul automatisé</p> <p><input type="checkbox"/> OUI</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> NON</p> <p><input type="checkbox"/> PARTIEL</p> </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2017

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
2.1.1	Nombre d'occupants pour une place

Date de mise à jour 10/12/2015

Indicateur QPV ☐

OBJECTIF	Type d'indicateur
Mesurer le nombre de fois où une place est occupée par un stagiaire	<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	Cible			
	2014	2015	2016	2017

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Total de jeunes présents dans l'année 1.1 (=jeunes accueillis) / nombre moyen de places occupées mensuel (2.2)	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
2.2	Nombre moyen de places occupées

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☐

OBJECTIF	Type d'indicateur
mesurer le nombre moyen de places et l'évolution dans le temps.	<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	Cible			
	2014	2015	2016	2017
Note de lecture supplémentaire devant compléter cet indicateur : "attention, afin de refléter une image fidèle de l'activité des E2C, cet indicateur doit obligatoirement prendre en compte le fait qu'une place est occupée X fois dans l'année indicateur 2.1.1, compte tenue de la durée moyenne de parcours d'un stagiaire dans l'année. Cet indicateur ne constitue qu'une clé de lecture des budgets prévisionnels".				

Mode de calcul	Périodicité du calcul
<p>Soit X le cumul des présents en début de chaque mois.</p> <p>Soit Y le cumul des présents à la fin de chaque mois.</p> <p>Le nombre moyen de places occupées annuel est égal à $[(X+Y)/2]$.</p> <p>Le nombre emoyen de lace occupées mensuel est de $[(X+Y)/2] / 12$</p> <p>Ce nombre correspond également au nombre de stagiaires effectifs en fin de mois.</p>	<p>semestriel et annuel</p> <div> <p>Calcul automatisé</p> <p><input type="checkbox"/> OUI</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> NON</p> <p><input type="checkbox"/> PARTIEL</p> </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	SI des Ecoles		2e smestre 2016	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input checked="" type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2e semestre 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
2.3	Nombre de stagiaires sortis pendant la période (après engagement et hors sortie non maîtrisable)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF	Type d'indicateur
Mesurer le nombre de stagiaires en sortie du dispositif après période d'essai (4 à 6 semaines) et hors sortie non maîtrisable.	<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	2014	2015	2016	2017
Nombre de stagiaires ayant signé un contrat (stagiaires) dont la date de sortie est incluse dans la période, à l'exclusion des sorties non maîtrisables (déménagement, décès, incarcération maternité, maladie). et hors départ avant engagement. Il correspond à la somme des sorties positives, des sorties dynamiques, des sorties anticipées et des fins de contrats sans solution.	5933 6805			

Mode de calcul	Périodicité du calcul
soit X, le nombre de stagiaires ayant une sortie positive soit Y, le nombre de stagiaires ayant une sortie dynamique soit Z, le nombre de stagiaires sortis de façon anticipée soit W, le nombre de fins de parcours sans solution Le nombre de stagiaires sortis pendant la période est égal à X+Y+Z+W Hors période d'essai et sortie non maîtrisable	semestriel et annuel <div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	non disponible dans les SI des Ecoles	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau des E2C à partir 2017	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input checked="" type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2017

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
2.3b	Nombre de stagiaires sortis toutes sorties confondues

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF	Type d'indicateur
Mesurer les flux	<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	Cible			
	2014	2015	2016	2017
	9821			

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Extraction de l'ensemble des sorties pendant la période y compris les départs avant engagement et les sorties non maîtrisables	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
		Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau des E2C à partir de 2017	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input checked="" type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2017

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
2.4	Départs avant engagement dans la formation (nombre et taux)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF	Type d'indicateur
Mesure le nombre de stagiaires n'allant pas au-delà de la période d'essai (4 à 6 semaines).	<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	Cible			
	2014	2015	2016	2017
Nombre de stagiaires qui abandonnent pendant ou à l'issue de la période d'essai. Cet indicateur doit être regardé sur une année glissante pour une prise en compte de la saisonnalité des entrées et des sorties.	2121 soit 21,6%			

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Extraction à partir d'un champ	semestriel et annuel
Le pourcentage correspond au nombre de stagiaires sortis avant engagement sur selon le total des stagiaires sortis incluant sorties avant engagement (les autres taux de sorties se calculent hors départ avant engagement et sorties non maîtrisables) le nombre total de stagiaires sortis en départ avant engagement. (indicateur 2.3b)	

Calcul automatisé

☐ OUI

☒ NON

☐ PARTIEL

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	SI des Ecoles	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau des E2C à partir du 2e semestre 2016	

Commentaires
Le Réseau E2C comptabilisait le taux de départ avant engagement sur le nombre de stagiaires accueillis. Nécessité de mettre à jour la plateforme du Réseau

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input checked="" type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2e semestre 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
2.5	Sorties non maîtrisables (nombre et taux)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF		Type d'indicateur			
Mesurer l'évolution des sorties incontrôlable (maladie, incarcération...)		<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance			
		Cible			
Signification et interprétation de l'indicateur		2014	2015	2016	2017
extraction		895 soit 9%			

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Numérateur : nombre de sorties non maîtrisable Dénominateur : somme des sorties positives, dynamiques, anticipé, FPSS + sortie non maîtrisables Le pourcentage correspond au nombre de stagiaires en sortie non maîtrisable sur le total des stagiaires sortis (indicateur 2.3 b)	semestriel et annuel <div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	SI des Ecoles	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau des E2C à partir de 2017	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input checked="" type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2017

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
2.6	Taux d'occupation

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☐

OBJECTIF	Type d'indicateur
Mesurer l'utilisation des moyens et des ressources au regard d'un potentiel. Veiller à l'optimisation des Ecoles.	<input type="checkbox"/> Suivi <input checked="" type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	Cible			
	2014	2015	2016	2017

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Rapport entre le nombre moyen de places occupées (ind 2.2) sur la capacité d'accueil exprimée en nombre de places (ind 2.1)	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
		Plateforme SI du Réseau des Ecoles	2017	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input checked="" type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2017

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
2.7	Durée moyenne de parcours (hors les départs avant engagement)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF		Type d'indicateur			
Mesurer le temps moyen d'un parcours ayant abouti à une sortie		<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance			
		Cible			
Signification et interprétation de l'indicateur		2014	2015	2016	2017
L'évolution de cet indicateur peut être rapprochée de l'évolution du public ayant fréquenté l'Ecole. La surveillance de cet indicateur est utile dans un objectif d'efficience.		7 mois			

Mode de calcul	Périodicité du calcul
le calcul porte sur les stagiaires ayant passé la période d'essai. Il s'agit de la date de sortie (hors départs avant engagement+ sorties non maîtrisables) - date d'entrée. Le résultat est exprimé en mois	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	SI des Ecoles	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau des E2C à partir de 2016	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
2.8	Durée moyenne de présence toutes sorties confondues

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF	Type d'indicateur
Evaluer le temps moyen d'un parcours.	<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	2014	2015	2016	2017
Cet indicateur est utile pour projeter l'activité. L'évolution de cet indicateur peut être rapproché de l'évolution du public ayant fréquenté l'Ecole. La surveillance de cet indicateur est utile dans un objectif d'effience.	5,4 mois			

Mode de calcul	Périodicité du calcul
<p>le calcul porte sur tous les stagiaires sortis durant la période y compris pendant la période d'essai ou avec une sortie non maitrisable.</p> <p>il s'agit de la date de sortie (intégrant les départs avant engagement+ sorties non maitrisables) - date d'entrée. Le résultat est exprimé en mois</p>	<p>semestriel et annuel</p> <div> <p>Calcul automatisé</p> <p><input type="checkbox"/> OUI</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> NON</p> <p><input type="checkbox"/> PARTIEL</p> </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	SI des Ecoles	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau des E2C à partir de 2016	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
2.9	Taux d'alternance en entreprise

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF	Type d'indicateur
Mesurer le temps passé en entreprise par rapport au temps passé à l'Ecole.	<input type="checkbox"/> Suivi <input checked="" type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	Cible			
	2014	2015	2016	2017

Mode de calcul	Périodicité du calcul
<p>Cet indicateur est calculé en prenant en compte uniquement les stagiaires sortis pendant la période analysée. Soit T (exprimé en heures) le temps passé effectivement à l'école et T' (exprimé en heures) le temps passé effectivement en entreprise.</p> <p>Le taux d'alternance en entreprise est égal à $(T'/T+T') \times 100\%$.</p> <p>Remarque : le calcul s'exprime en heure</p>	<p>semestriel et annuel</p> <div> <p>Calcul automatisé</p> <p><input type="checkbox"/> OUI</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> NON</p> <p><input type="checkbox"/> PARTIEL</p> </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	extraction des SI (non disponible actuellement)	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	2e semestre 2016	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input checked="" type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2e semestre 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
2.10	Attestations de compétences acquises (ACA) délivrées (nombre et taux)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF	Type d'indicateur
Mesure la qualité de l'accompagnement des stagiaires par la mesure des attestations délivrées par l'Ecole	<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	2014	2015	2016	2017
L'Attestation de Compétences Acquisées sert à valider les acquis et progrès du stagiaire, entre le moment où il est entré dans l'E2C et le jour de son départ, en inscrivant les compétences les plus avancées ayant du sens par rapport à son projet professionnel.				

Mode de calcul	Périodicité du calcul
nombre d'ACA délivrées et % par rapport aux nombres de stagiaires sortis pendant la période	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	SI des Ecoles	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau des E2C à partir de 2016	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
2.11	Stagiaires avec sorties positives (nombre et taux)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF	Type d'indicateur
Mesure la performance à l'insertion des jeunes	<input type="checkbox"/> Suivi <input checked="" type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	Cible			
	2014	2015	2016	2017
Le concept Sortie positive est défini dans le glossaire. Il conviendra de calculer le taux pour la métropole en plus du taux pour tout le territoire compte tenu des problèmes d'emploi spécifiques à l'outre mer. Indicateur décomposé en plusieurs catégories selon le type de sortie.	56%			

Mode de calcul	Périodicité du calcul
nombre de sorties positives et taux de sorties positives au regard du nombre de stagiaires stagiaires sortis pendant la période (2.3) Soit A, le nombre de stagiaires avec une sortie positive Soit B, le nombre de stagiaires sortis toutes sorties confondues (hors sorties avant engagement et non maîtrise indicateur 2.3) Le taux de sorties positives est égal à $(A/B)*100$	semestriel et annuel <div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	extraction des SI (non disponible actuellement)	Plateforme SI du Réseau des Ecoles		

Commentaires
modalités de calcul des sorties positives non disponible immédiatement par les SI des E2C (données à construire)

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2017

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
2.11.1	Stagiaires avec sortie positive en formations qualifiantes ou diplômantes (nombre et taux)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF		Type d'indicateur			
Mesurer la performance à l'insertion des jeunes vers les formations qualifiantes ou diplômantes		<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance			
		Cible			
Signification et interprétation de l'indicateur		2014	2015	2016	2017
		1152 soit 19%			

Mode de calcul	Périodicité du calcul
<p>Sur la base du nombre de stagiaires ayant obtenu une sortie positive (ind 2.11), nombre et % de stagiaires sortis vers une formation qualifiante ou diplômante.</p> <p>Soit X le nombre de stagiaires sortis vers une formation qualifiante ou diplômante (obtenu par requête)</p> <p>Soit Y le nombre total de stagiaires ayant obtenu une sortie positive</p> <p>le % de sorties vers les formations qualifiantes ou diplômantes est égal à $(X/Y)*100$</p> <p>Données disponibles en 2016 selon l'ancienne formule de calcul.</p>	<p>semestriel et annuel</p> <div> <p>Calcul automatisé</p> <p><input type="checkbox"/> OUI</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> NON</p> <p><input type="checkbox"/> PARTIEL</p> </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	extraction des SI (non disponible actuellement)	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	2017	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur		
<input type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT	<input checked="" type="checkbox"/> A CONSTRUIRE	2017

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
2.11.2	Stagiaires avec sortie positive en contrats de travail (nombre et taux)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF		Type d'indicateur			
Mesure la performance à l'insertion des jeunes dans l'emploi (contrat de travail strictement supérieur à 2 mois)		<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance			
		Cible			
Signification et interprétation de l'indicateur		2014	2015	2016	2017

Mode de calcul	Périodicité du calcul
<p>Sur la base du nombre de stagiaires ayant obtenu une sortie positive (ind 2.11), nombre et % de stagiaires sortis en l'emploi avec un contrat de travail strictement supérieur à 2 mois</p> <p>Soit X le nombre de stagiaires sortis en emploi avec un contrat de travail strictement supérieur à 2 mois (obtenu par requête)</p> <p>Soit Y le nombre total de stagiaires ayant obtenu une sortie positive</p> <p>le % de sorties vers l'emploi (contrat de travail strictement supérieur à 6 mois) est égal à $(X/Y)*100$</p> <p>Données disponibles en 2016 selon l'ancienne formule de calcul.</p>	<p>semestriel et annuel</p> <div> <p>Calcul automatisé</p> <p><input type="checkbox"/> OUI</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> NON</p> <p><input type="checkbox"/> PARTIEL</p> </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	extraction des SI (non disponible actuellement)	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	2017	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input checked="" type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2017

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
2.11.3	Stagiaires avec sortie positive en contrat de travail avec alternance (nombre et taux)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF		Type d'indicateur			
Mesurer la performance à l'insertion des jeunes dans l'emploi (contrat de travail avec alternance)		<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance			
		Cible			
Signification et interprétation de l'indicateur		2014	2015	2016	2017
		601 soit 10%			

Mode de calcul	Périodicité du calcul
<p>Sur la base du nombre de stagiaires ayant obtenu une sortie positive (ind 2.11), nombre et % de stagiaires sortis en l'emploi avec un contrat en alternance</p> <p>Soit X le nombre de stagiaires sortis en emploi avec un contrat en alternance (obtenu par requête)</p> <p>Soit Y le nombre total de stagiaires ayant obtenu une sortie positive</p> <p>le % de sorties vers l'emploi (contrat de travail en alternance) est égal à $(X/Y)*100$</p> <p>A décliner pour l'apprentissage et les contrats de professionnalisation.</p> <p>Données disponibles en 2016 selon l'ancienne formule de calcul.</p>	<p>semestriel et annuel</p> <div> <p>Calcul automatisé</p> <p><input type="checkbox"/> OUI</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> NON</p> <p><input type="checkbox"/> PARTIEL</p> </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	extraction des SI (non disponible actuellement)	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	2017	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2017

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
2.11.4	Stagiaires avec une sortie positive en contrats de travail "aidés" (nombre et taux)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF		Type d'indicateur			
Mesure la performance à l'insertion des jeunes dans l'emploi (contrat aidé CUI, CIE, Emplois d'avenir, Starter...)		<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance			
		Cible			
Signification et interprétation de l'indicateur		2014	2015	2016	2017

Mode de calcul	Périodicité du calcul
<p>Sur la base du nombre de stagiaires ayant obtenu une sortie positive (ind 2.11), nombre et % de stagiaires sortis en l'emploi avec un contrat aidé</p> <p>Soit X le nombre de stagiaires sortis en emploi avec un contrat aidé (obtenu par requête)</p> <p>Soit Y le nombre total de stagiaires ayant obtenu une sortie positive</p> <p>le % de sorties vers l'emploi (contrat aidé) est égal à $(X/Y)*100$</p> <p>Données disponibles en 2016 selon l'ancienne formule de calcul.</p>	<p>semestriel et annuel</p> <div> <p>Calcul automatisé</p> <p><input type="checkbox"/> OUI</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> NON</p> <p><input type="checkbox"/> PARTIEL</p> </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	extraction des SI (non disponible actuellement)	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	2017	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input checked="" type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2017

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
2.11.5	Stagiaires avec une sortie positive en création d'entreprise (nombre et taux)

Date de mise à jour	16/11/2015
---------------------	------------

Indicateur QPV	<input checked="" type="checkbox"/>
----------------	-------------------------------------

OBJECTIF		Type d'indicateur			
Mesurer la performance à l'insertion des jeunes dans la création d'entreprise		<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance			
		Cible			
Signification et interprétation de l'indicateur		2014	2015	2016	2017

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Sur la base du nombre de stagiaires ayant obtenu une sortie positive (ind 2.11), nombre et % de stagiaires sortis en création d'entreprise. Soit X le nombre de stagiaires sortis en création d'entreprise (obtenu par requête) Soit Y le nombre total de stagiaires ayant obtenu une sortie positive le % de sorties en création d'entreprise est égal à $(X/Y)*100$	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	extraction des SI (non disponible actuellement)	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau des E2C à partir de 2017	

Commentaires
Nouvel indicateur à créer

Disponibilité de l'indicateur
<input type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input checked="" type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2017

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
2.12	Stagiaires avec sortie dynamique (nombre et taux)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF	Type d'indicateur
Mesurer la capacité des Ecoles à proposer une suite de parcours	<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	Cible			
	2014	2015	2016	2017
Le concept Sortie dynamique est défini dans le glossaire. Indicateur décomposé en sous-catégories				

Mode de calcul	Périodicité du calcul
nombre de sorties dynamiques et taux de sorties dynamiques au regard du nombre de stagiaires sortis pendant la période (2.3) Soit A, le nombre de stagiaires avec une sortie dynamique Soit B, le nombre de stagiaires sortis toutes sorties confondues Le taux de sorties positives est égal à $(A/B)*100$	semestriel et annuel <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content;"> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	extraction des SI (non disponible actuellement)	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	2017	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input checked="" type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2017

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
2.13	Sorties sans solution

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF		Type d'indicateur			
Mesurer le total des abandons, des exclusions et des fins de parcours sans solution		<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance			
		Cible			
Signification et interprétation de l'indicateur		2014	2015	2016	2017

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Somme 2.13.1 et 2.13.2	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	disponible SI	Plate forme	2016	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
2.13.1	Sortie anticipée : abandon et exclusion (nombre et taux)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF		Type d'indicateur			
Mesurer les abandons de parcours à l'initiative du stagiaire ou à l'initiative de l'Ecole après engagement		<input type="checkbox"/> Suivi <input checked="" type="checkbox"/> Performance			
		Cible			
Signification et interprétation de l'indicateur		2014	2015	2016	2017

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Extraction	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	disponible SI	Plate forme	2017	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2017

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
2.13.2	Fins de parcours sans solution (FPSS) (nombre et taux)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☒

OBJECTIF		Type d'indicateur			
Suivre la qualité de l'offre de service et la capacité des Ecoles à réduire au maximum le taux des fins de contrat sans solution.		<input type="checkbox"/> Suivi <input checked="" type="checkbox"/> Performance			
		Cible			
Signification et interprétation de l'indicateur		2014	2015	2016	2017
Ce taux doit être le plus faible possible, la vocation de l'Ecole étant d'accompagner le stagiaire pour qu'il trouve une issue positive à son parcours.		1029 soit 15%			

Mode de calcul	Périodicité du calcul
	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	Non disponible	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	2017	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2017



N° ind.	Intitulé de l'indicateur
3.1	Coût par stagiaire E2C présent dans l'année

Date de mise à jour	16/11/2015
---------------------	------------

Indicateur QPV	<input type="checkbox"/>
----------------	--------------------------

OBJECTIF	Type d'indicateur
Maitriser et optimiser le coût du stagiaire présent sur une période dans l'année	<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	Cible			
	2014	2015	2016	2017
ce montant sert de référence pour calculer les subventions de l'Etat. Cet indicateur constitue une clé de lecture des budgets prévisionnels	5068			

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Soit Z le nombre de stagiaires présents pendant l'année (ind 1.1) soit M le montant des charges sur l'année Le coût par stagiaire présent égal M/Z Il s'agit du coût par jeunes accueillis, données historique du Réseau E2C	semestriel et annuel <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content;"> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
		Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau 2016	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
3.2	Cout par stagiaire entrant

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☐

OBJECTIF		Type d'indicateur			
Maitriser et optimiser le coût du stagiaire entrant		<input type="checkbox"/> Suivi <input checked="" type="checkbox"/> Performance			
		Cible			
Signification et interprétation de l'indicateur		2014	2015	2016	2017

Mode de calcul	Périodicité du calcul
<p>Note de lecture supplémentaire devant compléter cet indicateur : "attention, afin de refléter une image fidèle de l'activité des E2C, cet indicateur doit obligatoirement prendre en compte le fait qu'une place est occupée à minima 2 fois dans l'année, compte tenue de la durée moyenne de parcours d'un stagiaire dans l'année. Cet indicateur constitue une clé de lecture des budgets prévisionnels".</p> <p>'Soit Z' le nombre de stagiaires entrants pendant l'année soit M le montant des charges sur l'année Le coût par stagiaire présent égal M/Z'</p> <p>mode de calcul : total des charges / nombre de stagiaires entrant (1.1.2)</p>	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur		
<input type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT	<input checked="" type="checkbox"/> A CONSTRUIRE	ECHEANCE : 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
3.3	Estimation des allocations stagiaires

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☐

OBJECTIF	Type d'indicateur
	<input type="checkbox"/> Suivi <input checked="" type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	Cible			
	2014	2015	2016	2017

Mode de calcul	Périodicité du calcul
montant total annuel versé aux jeunes	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input checked="" type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
3.4	Coût de la place installée

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☐

OBJECTIF	Type d'indicateur
Maîtriser et optimiser le coût de la place installée	<input type="checkbox"/> Suivi <input checked="" type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	2014	2015	2016	2017
Attention, afin de refléter une image fidèle de l'activité des E2C, cet indicateur doit obligatoirement prendre en compte le fait qu'une place est occupée a minima 2 fois dans l'année, compte tenu de la durée du parcours moyen d'un stagiaire. Cet indicateur ne constitue qu'une clé de lecture des budgets prévisionnels"				

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Soit X le nombre de places installées (ind 2.1) soit M le montant des charges sur l'année Le coût par place installée égal M/X	semestriel et annuel <div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
		Plateforme SI du Réseau des Ecoles	2018 2017	

Commentaires
Réseau : Travaux en cours

Disponibilité de l'indicateur
<input type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input checked="" type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2018 2017

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
3.5	Effectifs personnels ETP

Date de mise à jour 17/12/2015

Indicateur QPV ☐

OBJECTIF	Type d'indicateur
Mesurer les ressources humaines pour le fonctionnement des Ecoles	<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	Cible			
	2014	2015	2016	2017

Mode de calcul	Périodicité du calcul
	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	E2C	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau E2C France Données financières	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
3.6	Estimation des ETP correspondant aux formations externalisées

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☐

OBJECTIF	Type d'indicateur
Mesurer les ressources humaines pour le fonctionnement des Ecoles	<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	Cible			
	2014	2015	2016	2017
Notion précisée dans le glossaire				

Mode de calcul	Périodicité du calcul
	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	E2C	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau E2C France Données financières	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
3.7	Nombre total d'ETP

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☐

OBJECTIF		Type d'indicateur			
Mesurer les ressources externes dévolues à l'accompagnement pédagogique		<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance			
		Cible			
Signification et interprétation de l'indicateur		2014	2015	2016	2017

Mode de calcul	Périodicité du calcul
	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	E2C	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau E2C France Données financières	

Commentaires
Tableau données financières

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
3.7.1	Nombre d'ETP dédiés à l'activité pédagogique (pédago, accompagnement...)

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☐

OBJECTIF	Type d'indicateur
Mesurer les ressources humaines dévolues à l'accompagnement	<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	Cible			
	2014	2015	2016	2017
ETP dédié à l'activité pédagogique = Il s'agit du personnel qui accompagne le stagiaire soit par de la remise à niveau, par des rendez vous en face à face, suivi en entreprise (<i>chargés de relation entreprise</i> , suivi post-parcours. Il est également inclus les ETP liés aux différents intervenants (<i>citoyenneté, théâtre...</i>)				

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Il s'agit du personnel qui accompagne le stagiaire dans le parcours : accompagnement, suivi des stagiaires en face a face, remise à niveau, relations entreprises (suivi stage), suivi post parcours, autres (citoyenneté, ...). La notion à retenir est la notion de contact direct avec le stagiaire.	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	E2C	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Réseau E2C France Données financières	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
3.8	Taux d'encadrement

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☐

OBJECTIF	Type d'indicateur
Maîtriser et optimiser les coûts de fonctionnement	<input type="checkbox"/> Suivi <input checked="" type="checkbox"/> Performance

Signification et interprétation de l'indicateur	Cible			
	2014	2015	2016	2017
	22%			

Mode de calcul	Périodicité du calcul
Total des ETP (ind 3.7)/capacité d'accueil (ind 2.1)	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	E2C	Plateforme SI du Réseau des Ecoles	Résau E2C France Données financières	

Commentaires
tout le personnel

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
3.9	Cout masse salariale par ETP

Date de mise à jour 23/12/2015

Indicateur QPV ☐

OBJECTIF		Type d'indicateur			
maîtriser les couts RH		<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance			
		Cible			
Signification et interprétation de l'indicateur		2014	2015	2016	2017

Mode de calcul	Périodicité du calcul
rapport de la masse salariale (données financières) sur les effectifs personnels ETP (indicateurs 3.5)	semestriel et annuel
	<div> Calcul automatisé <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> PARTIEL </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	E2C	2016	Réseau E2C France Données financières	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016

N° ind.	Intitulé de l'indicateur
3.10	Surface des locaux en m²

Date de mise à jour 16/11/2015

Indicateur QPV ☐

OBJECTIF		Type d'indicateur			
		<input checked="" type="checkbox"/> Suivi <input type="checkbox"/> Performance			
		Cible			
Signification et interprétation de l'indicateur	2014	2015	2016	2017	

Mode de calcul	Périodicité du calcul
	annuel
	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <p>Calcul automatisé</p> <p><input type="checkbox"/> OUI</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> NON</p> <p><input type="checkbox"/> PARTIEL</p> </div>

Données élémentaires				
Données élémentaires	Source	Outils de collecte : tableur, SI, de comptabilité, SI de paie, logiciel de billetterie...	Direction/service responsable de la collecte	Direction/service responsable de l'analyse (si différent)
	E2C	2016	Réseau E2C France Données financières	

Commentaires

Disponibilité de l'indicateur
<input checked="" type="checkbox"/> DISPONIBLE IMMEDIATEMENT <input type="checkbox"/> A CONSTRUIRE ECHEANCE : 2016